

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL
Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015



FIERACAPITAL

Table des matières

Mode de présentation	1
Déclarations prospectives.....	2
Vue d'ensemble de la Société	3
Événements importants	4
Vue d'ensemble des marchés.....	6
Sommaire du rendement du portefeuille	8
Principales tendances	9
Points saillants du trimestre clos le 30 septembre 2015.....	11
Sommaire des résultats trimestriels	14
Résultats d'exploitation et performance globale	17
Sommaire des résultats trimestriels	34
Situation de trésorerie et sources de financement.....	39
Contrôles et procédures.....	48
Instruments financiers	48
Gestion du capital	48
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	49
Nouvelles méthodes comptables.....	49
Mesures non conformes aux IFRS	52
Risques liés aux activités	53

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Le présent rapport de gestion, daté du 10 novembre 2015, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (« la Société », « Fiera Capital » ou « nous ») pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes au 30 septembre 2015 et pour la période de neuf mois close à cette date.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales entièrement détenues, Fonds Fiera Capital inc. (« FFCI ») (anciennement Fonds Fiera Sceptre inc.), qui est inscrite auprès de diverses commissions des valeurs mobilières provinciales à titre de courtier de fonds communs de placement et membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds communs de placement, Fiera US Holding Inc. (qui détient Bel Air Investment Advisors LLC, Bel Air Management LLC, Bel Air Securities LLC et Wilkinson O'Grady & Co. Inc.), Fiera Quantum GP Inc. et 9276-5072 Québec Inc. (qui, collectivement, détiennent une participation de 55 % donnant le contrôle dans Société en commandite Fiera Quantum, qui détient FQ ABCP GP Inc. et FQ GenPar LLC) et 8645230 Canada Inc. (qui détient Gestion Fiera Capital S.a.r.l.). Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés à la consolidation.

La Société exerce un contrôle conjoint sur Axium Infrastructure Inc. (« Axium ») (auparavant, Fiera Axium Inc.), entité spécialisée en investissement dans les infrastructures, et sur Fiera Immobilier Limitée (« Fiera Immobilier »), entité spécialisée en investissement immobilier. Les résultats financiers des participations de la Société dans ses coentreprises sont intégrés aux résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

MODE DE PRÉSENTATION

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et, par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour des états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2014 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrite à la note 3. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités annuels de la Société pour 2014, qui décrivent les méthodes comptables ayant servi à leur établissement.

La Société présente le résultat ajusté avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ajusté »), le résultat net ajusté et le résultat en trésorerie comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS sont définies à la page 52.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, le rendement de ses placements, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ

Corporation Fiera Capital (« Fiera Capital » ou la « Société ») a été constituée en tant que Fry Investment Management Limitée en 1955 en vertu des lois de la province de l'Ontario. La Société est une entreprise nord-américaine de gestion de placements qui propose une gamme complète de solutions de placement traditionnelles et non traditionnelles, y compris une profonde expertise en répartition d'actifs. La Société offre des conseils en placement et des services connexes aux investisseurs institutionnels, à des clients en gestion privée et à des investisseurs au détail. Aux États-Unis, les services de conseils en placement sont offerts par des membres américains du groupe de Fiera Capital, qui sont des conseillers en placement inscrits auprès de la U.S. Securities and Exchange Commission (« SEC »). Le siège social de la Société est situé au 1501, avenue McGill College, bureau 800, Montréal (Québec) Canada. Les actions de la Société se négocient à la Bourse de Toronto (la « TSX ») sous le symbole « FSZ ».

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS

Acquisition aux États-Unis

Le 30 octobre 2015, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition annoncée de Samson Capital Advisors LLC, importante société de gestion de placements à revenu fixe américaine située à New York. Le total des actifs sous gestion se chiffrait à 98,4 milliards de dollars sur une base pro forma au 30 septembre 2015 du fait de cette acquisition.

Le regroupement de Samson, de Wilkinson O'Grady et des activités institutionnelles américaines forme la pierre angulaire de la plateforme de gestion d'actifs de la Société aux États-Unis. Cette filiale entièrement détenue sera le fondement des stratégies exclusives de la Société dans les secteurs des Marchés institutionnels et de la gestion privée.

Nouveaux mandats et partenariats de sous-conseil

Le 9 novembre 2015, Fiera Capital et Nissay Asset Management, soit la branche de placements de la société mondiale d'assurance Nippon Life, ont annoncé la conclusion d'un partenariat de sous-conseil, élargissant ainsi la capacité de distribution de Fiera Capital sur le marché japonais des régimes de retraite et, de manière plus générale, dans la région Asie-Pacifique. Le partenariat entrera en vigueur lors du lancement d'un instrument de placement à l'étranger proposant une stratégie fondée sur des actions mondiales hors Japon de positions acheteur seulement.

La Société a obtenu un nouveau mandat de sous-conseil auprès d'un important gestionnaire d'actifs européen, qui devrait commencer au début de 2016. Ce mandat servira de rampe de lancement en vue de la croissance future de la Société sur le marché européen. La Société a également remporté un nouveau mandat visant des actions mondiales de 770 millions de dollars US auprès de l'une des plus importantes sociétés de services financiers au monde, lequel mandat sera pris en compte dans les résultats du quatrième trimestre de 2015.

Finalement, la Société a obtenu deux nouvelles cotes favorables accordées par des consultants mondiaux de premier ordre, ce qui porte le total d'approbations de consultants à huit.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 15 octobre 2015, Fiera Capital a annoncé qu'elle avait reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) d'une période de 12 mois. Aux termes de cette OPRCNA, la Société peut racheter jusqu'à 3 509 288 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne, soit environ 10 % des actions de catégorie A avec droit de vote subalterne détenues par le public au 30 septembre 2015.

Le conseil d'administration de Fiera Capital estime que le rachat des actions de catégorie A représente une utilisation saine des liquidités de Fiera Capital et que l'OPRCNA donnera à la Société la souplesse nécessaire pour racheter des actions de catégorie A, de temps à autre, lorsqu'elle le jugera indiqué.

Les rachats pourront commencer dès le 19 octobre 2015 et se termineront au plus tard le 18 octobre 2016.

Nominations à la haute direction

Le 14 septembre 2015, Fiera Capital a annoncé plusieurs nominations à la haute direction.

John Valentini s'est joint à l'équipe globale de la Société à titre de vice-président exécutif et chef de la direction financière. Il dirigera les services mondiaux de finance, des opérations et des technologies de l'information, le service juridique et de conformité, ainsi que la gestion du risque d'entreprise.

Sylvain Roy a été promu au poste de président et chef de l'exploitation de la division canadienne de la Société. Plus récemment, il occupait le poste de chef des placements. Dans ce poste récemment créé, M. Roy dirigera la division opérationnelle canadienne de Fiera Capital et les activités connexes, dont la fonction de chef des placements canadiens.

Fiera Capital a aussi confirmé la nomination de David Stréliski au poste de vice-président principal et chef des risques. Dans le cadre de cette fonction nouvellement créée, M. Stréliski est responsable de superviser la gestion du risque à l'échelle de la Société.

VUE D'ENSEMBLE DES MARCHÉS

Le trimestre a été extrêmement volatil pour les marchés des titres à revenu fixe, les rendements des obligations fluctuant énormément pour trouver leur direction dans un contexte d'indécision relativement à la politique de taux d'intérêt aux États-Unis et d'incertitudes liées à la croissance dans les marchés émergents, qui sont survenues alors que la conjoncture s'améliorait en Amérique du Nord. Les rendements des obligations ont fini par reculer, et leurs prix, par augmenter au cours du troisième trimestre. L'effondrement des rendements des obligations découle de la désinflation émanant de la chute des prix du pétrole et des inquiétudes croissantes en Chine, qui ont suscité une plus grande angoisse chez les investisseurs et les ont incités à se réfugier vers la sécurité des titres à revenu fixe.

Au cours du troisième trimestre, les marchés boursiers mondiaux ont été victimes d'une chute prononcée, ce qui a donné lieu au pire rendement trimestriel depuis le troisième trimestre de 2011. Juste au moment où les turbulences du marché liées à la crise de la dette en Europe se calmaient, l'aversion pour le risque est réapparue en raison des incertitudes liées à la croissance en Chine et de la spéculation entourant l'éventualité d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, ce qui a entraîné une certaine volatilité des marchés des capitaux au cours du troisième trimestre. Les actions des marchés émergents ont évidemment encaissé le plus gros du choc, suivies par les marchés boursiers internationaux (Europe et Japon). Les marchés boursiers nord-américains ont aussi été pris entre deux feux, les actions américaines prenant une pause bien méritée après une montée en flèche, tandis que les marchés boursiers canadiens ont subi de la pression en raison de la chute des prix du pétrole et des nouvelles inquiétudes à l'égard de la direction de la croissance prise par les marchés émergents.

Le rendement du marché des devises a été mitigé au cours du troisième trimestre. Bien que le dollar américain ait été vigoureux en comparaison des devises s'appuyant sur les marchandises (comme le dollar canadien et d'autres devises de marchés émergents), le billet vert a légèrement reculé face à l'euro et au yen, en raison des attentes du marché à l'égard de la prudence de la Réserve fédérale et de l'éventuel report de l'envolée des fonds fédéraux. Pendant ce temps, il y a eu un recul généralisé sur les marchés des marchandises au cours du troisième trimestre, causé en premier lieu par les prix du pétrole, qui ont continué à se heurter à l'incertitude liée aux déséquilibres du marché entre l'offre (excédentaire) et la demande mondiale en baisse, alors que les prix du cuivre se sont effondrés à la suite de nouvelles inquiétudes concernant la détérioration de la croissance en Chine. Finalement, les prix de l'or ont aussi chuté au cours du troisième trimestre, mais de manière plus modérée, puisque les investisseurs sont à la recherche d'un refuge dans un contexte de volatilité élevée et parce qu'il est de plus en plus probable que les taux d'intérêt restent peu élevés pendant encore un certain temps aux États-Unis.

Nous avons observé un sursaut de l'économie américaine. Toutefois, celle-ci n'a pas été à l'abri des obstacles à l'échelle internationale, comme le montre l'écart entre les secteurs de l'économie qui ciblent le marché national et ceux qui ciblent l'exportation. Plus précisément, l'économie axée sur la consommation est demeurée vigoureuse, favorisée par une excellente situation de l'emploi, la faiblesse des taux d'intérêt et les bas prix de l'essence, qui ont stimulé la confiance et les dépenses des consommateurs. En revanche, nous avons remarqué un ralentissement du secteur manufacturier, qui a été plombé par l'appréciation du dollar américain et les inquiétudes liées à la croissance provenant de l'étranger. Nous sommes cependant d'avis que les vents arrière découlant de la vigueur de la consommation, qui représente une proportion élevée équivalant à 70 % de l'économie américaine, devraient souffler plus fort que les vents contraires liés à la conjoncture en Chine.

Après deux trimestres consécutifs de déclin modéré au Canada, la croissance semble avoir repris au troisième trimestre, ce qui pave la voie à une solide reprise au cours du second semestre. Malgré le recul du secteur des ressources, le reste de l'économie demeure résolument en mode expansion. Le déficit commercial s'est considérablement réduit, en raison essentiellement d'une progression des exportations non liées à l'énergie, tandis que les ventes de produits manufacturiers (automobiles) ont repris de la force au début du troisième trimestre, ce qui appuie notre point de vue selon lequel une résurgence de l'activité aux États-Unis et la dépréciation du dollar canadien donnent finalement lieu à une augmentation de la demande de biens fabriqués au Canada. Parallèlement, la consommation devrait aussi demeurer une source fiable de croissance de l'économie canadienne dans l'avenir, appuyée par une hausse plus importante que prévu de l'emploi, par la résistance du marché de l'habitation et par le maintien de bas taux d'intérêt.

La conjoncture des économies internationales demeure, quant à elle, mitigée. La zone euro s'est engagée sur le chemin de la reprise, tandis que l'activité économique reste volatile au Japon. La bonne nouvelle est que les décideurs maintiennent leur promesse de soutenir leurs économies respectives pour stimuler la croissance.

Finalement, en Chine, les craintes d'un atterrissage difficile ont refait surface en août, après une certaine détérioration de la conjoncture économique et la décision des autorités chinoises de dévaluer le yuan. Les décideurs ont poursuivi la difficile tâche d'éloigner l'économie des investissements ayant recours à l'endettement pour la remplacer par une économie basée sur la consommation plus durable, ce qui a engendré une détérioration des perspectives de croissance. Fait encourageant, les pressions inflationnistes demeurent discrètes, ce qui donne aux décideurs la flexibilité nécessaire pour utiliser les outils monétaires et budgétaires dont ils disposent pour éviter un atterrissage difficile en Chine.

Rapport de gestion

Trimestre et période de neuf mois clos le 30 septembre 2015

SOMMAIRE DU RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Taux de rendement annualisés

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	51,6									
Revenu fixe – Gestion active univers		4,60	-0,69	4	4,67	0,22	2	1 ^{er} janv. 1997	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique		5,06	-0,22	3	4,91	0,46	1	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		5,32	0,03	2	4,76	0,31	2	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE TMX Canada	
Revenu fixe – Gestion active long terme		6,56	-0,93	4	6,87	0,18	2	1 ^{er} juill. 1998	Indice à long terme FTSE TMX Canada	
Obligations à haut rendement		-3,74	-0,49	4	6,36	-0,05	2	1 ^{er} févr. 2002	Indice de référence à haut rendement	1
Actions privilégiées – valeur relative		-16,35	3,29	s. o.	0,61	1,82	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice d'actions privilégiées S&P/TSX	
Obligations infrastructure		8,11	0,48	s. o.	8,2*	1,61*	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE TMX Canada	
Fonds équilibrés	3,7									
Fonds équilibré « Core »		6,14	2,92	1	9,27	1,96	1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		6,00	3,76	2	10,1*	2,45*	1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Fonds équilibré		4,46	1,50	3	8,72	1,61	2	1 ^{er} mars 1973	Indice de référence – équilibré	4
Actions	28,6									
Actions canadiennes – Valeur		-8,28	0,11	2	5,36	0,89	3	1 ^{er} janv. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Croissance		-0,68	7,70	1	5,94	1,48	3	1 ^{er} janv. 2007	Indice composé plafonné S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		-4,00	4,38	3	6,37	1,91	3	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions à revenu élevé		-14,06	2,72	4	7,38	2,35	3	1 ^{er} oct. 2009	Indice composé à dividendes élevés S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-8,76	12,99	2	10,12	12,86	2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-10,50	11,25	2	8,03	10,77	2	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		26,97	7,74	1	22,88	3,31	1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		14,16	4,58	2	13,54	3,85	1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
Actions mondiales		20,62	6,76	1	18,89	4,65	1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
Placements non traditionnels	4,9									
Fonds – Marché neutre nord-américain		13,95	13,18	s. o.	4,44	3,50	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Actions « Long/Short »		27,18	26,41	s. o.	16,65	15,71	s. o.	1 ^{er} août 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Rendement absolu obligataire		-2,27	-3,04	s. o.	-0,27*	-1,21*	s. o.	1 ^{er} déc. 2010	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Financement diversifié		5,83	5,05	s. o.	7,29	6,35	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		-1,11	-4,15	s. o.	3,94	1,28	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Indice à court terme FTSE TMX Canada	
Fonds – Infrastructure		7,82	s. o.	s. o.	5,79	s. o.	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Aucun indice de référence	
Fonds – Immobilier		4,55	s. o.	s. o.	4,42*	s. o.	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Aucun indice de référence	
Total	88,8									

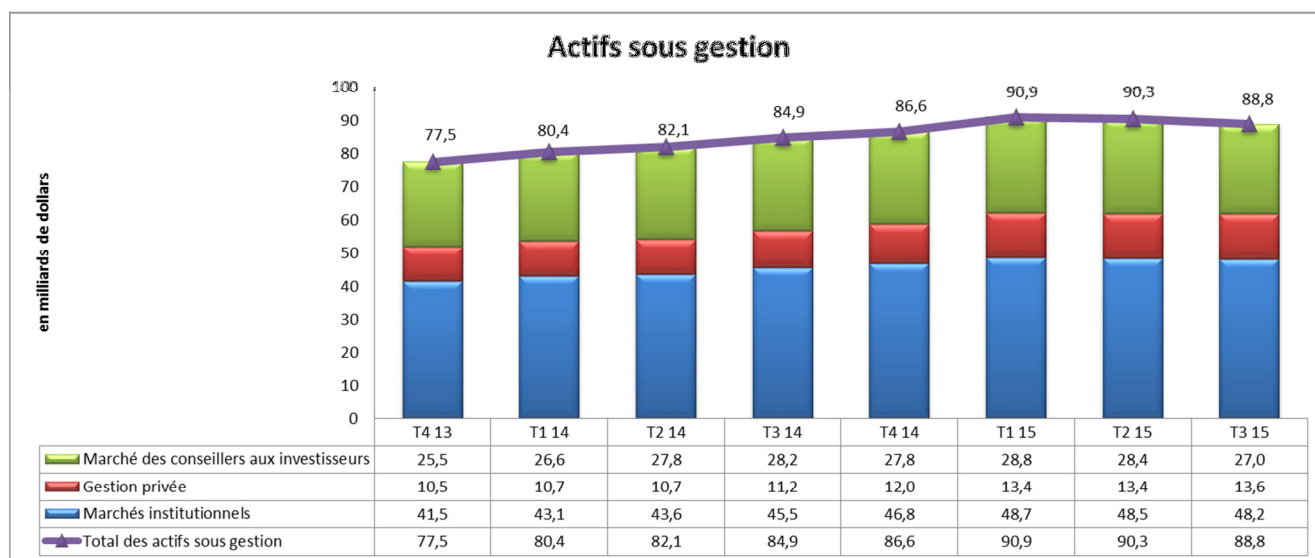
Notes :

- Composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- Composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- Composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX Canada, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX Canada, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde Net (\$ CA).
- Tous les rendements, y compris ceux des obligations à haut rendement, des actions américaines, des actions internationales et des actions mondiales, sont exprimés en dollars canadiens.
- Tous les rendements présentés sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

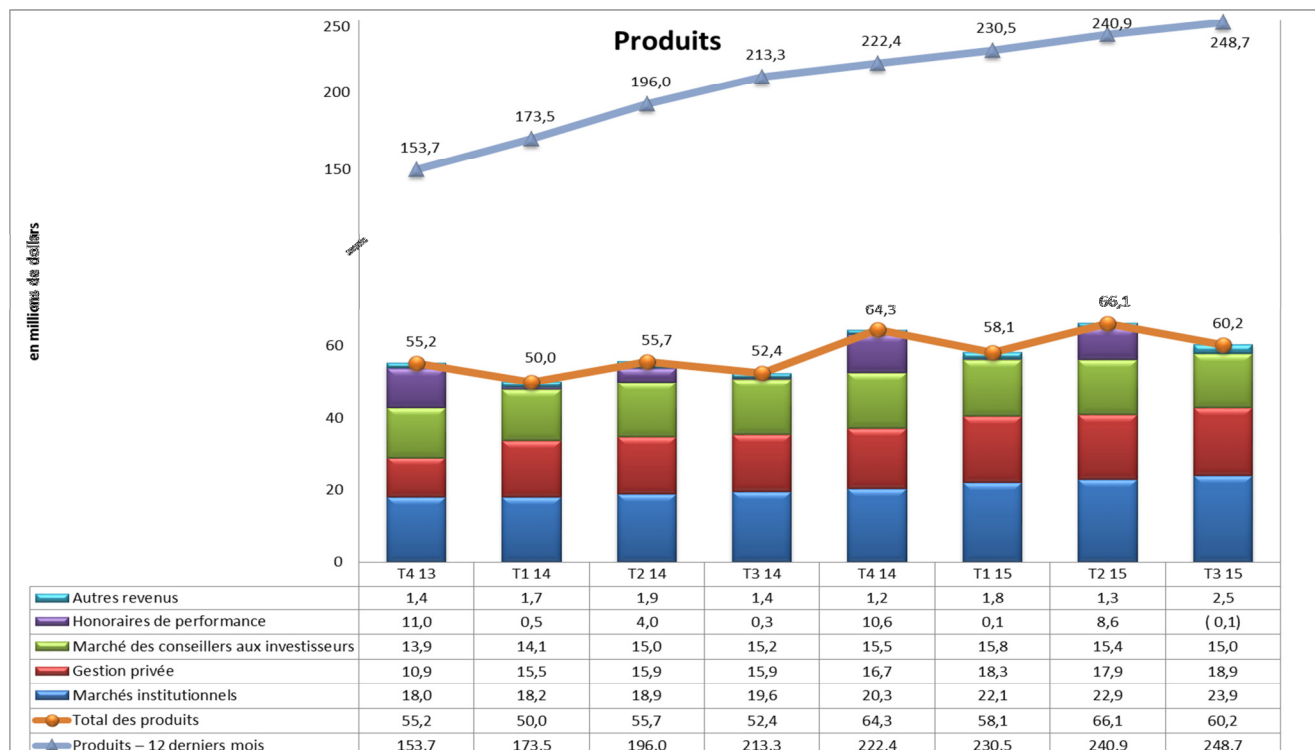
PRINCIPALES TENDANCES

Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits, ainsi que le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat ajusté par action et les dividendes pour les 12 derniers mois. L'analyse de ces tendances est présentée sous la rubrique *Analyse des résultats et des tendances*, à la page 35.

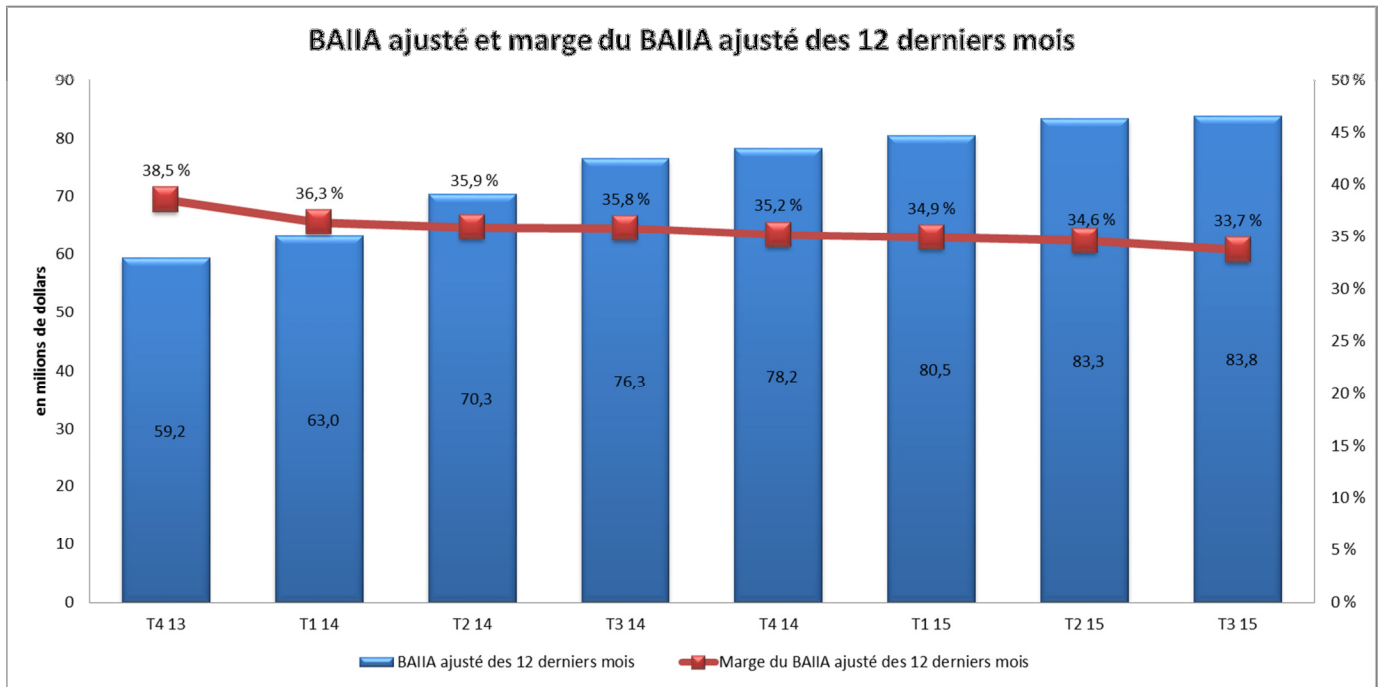
Actifs sous gestion



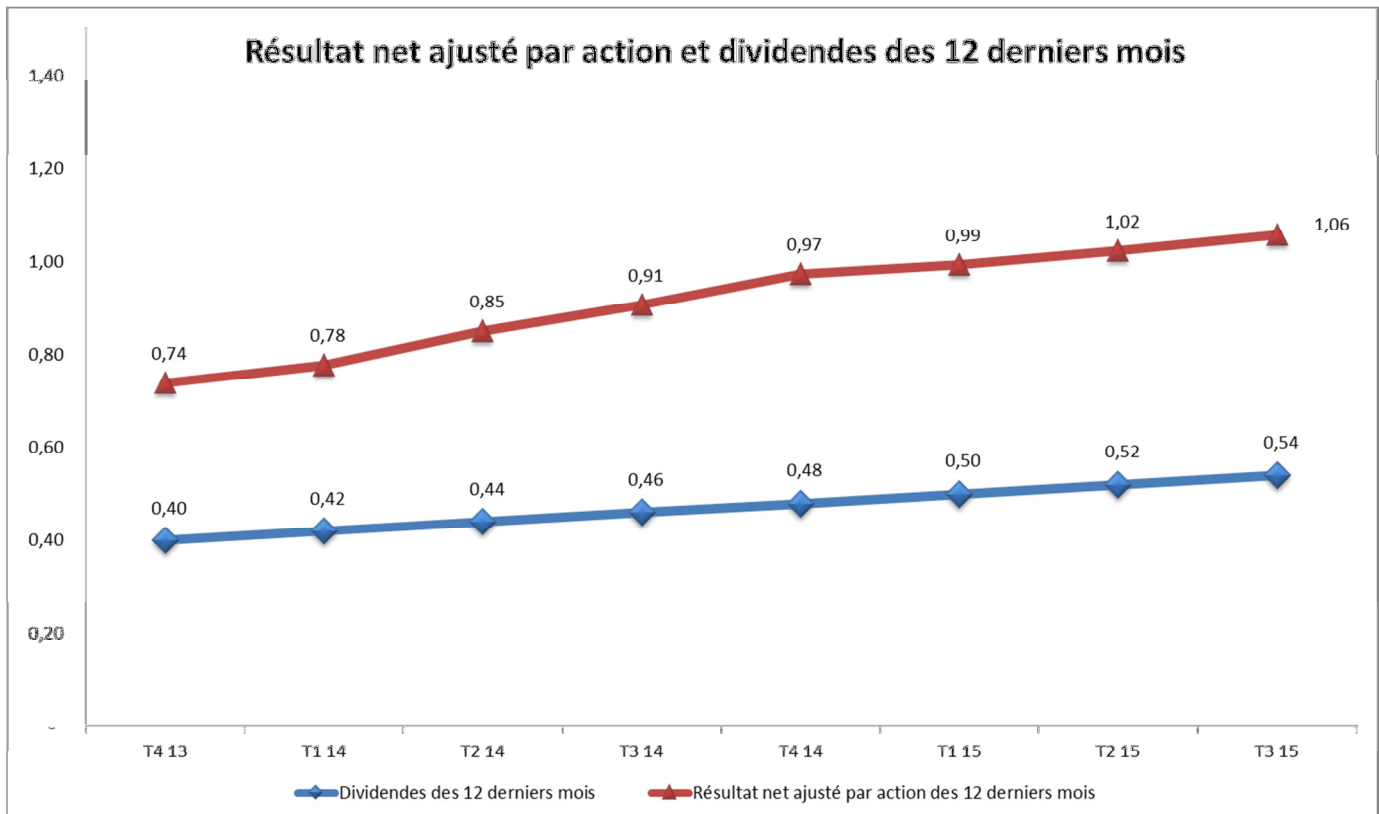
Produits



BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois



Résultat net ajusté par action et dividendes des 12 derniers mois



POINTS SAILLANTS DU TRIMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2015

Comparaison des trimestres clos les 30 septembre 2015 et 2014

- › Le total des actifs sous gestion a augmenté de 3,9 milliards de dollars, ou 5 %, pour se fixer à 88,8 milliards de dollars au 30 septembre 2015, contre des actifs sous gestion de 84,9 milliards de dollars au 30 septembre 2014.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 se sont accrus de 8,2 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 60,3 millions de dollars par rapport aux 52,1 millions de dollars de la période correspondante de l'exercice précédent.
- › En raison d'un crédit non récurrent, les honoraires de performance ont été de (0,1) million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 0,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 7,8 millions de dollars, ou 21 %, pour se chiffrer à 44,0 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, alors qu'ils avaient été de 36,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le BAIIA ajusté a monté de 0,5 million de dollars, ou 3 %, pour atteindre 18,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 18,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,27 \$ (de base et dilué) pour le troisième trimestre de 2015, contre 0,26 \$ (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 6,7 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 1,6 million de dollars, ou 33 %, par rapport à celui du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 5,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est élevé à 17,3 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 14,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014.

Comparaison des trimestres clos le 30 septembre 2015 et le 30 juin 2015

- › Le total des actifs sous gestion a diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 2 %, au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 pour se fixer à 88,8 milliards de dollars, contre des actifs sous gestion de 90,3 milliards de dollars au 30 juin 2015.
- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 ont augmenté de 2,8 millions de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 60,3 millions de dollars par rapport aux 57,5 millions de dollars du trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

- › Les honoraires de performance ont été de (0,1) million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 8,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Les honoraires de performance sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont reculé de 2,5 millions de dollars, ou 5 %, pour se chiffrer à 44,0 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, alors qu'ils avaient été de 46,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015.
- › Le BAIIA ajusté a diminué de 4,5 millions de dollars, ou 19 %, pour atteindre 18,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 23,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,27 \$ (de base et dilué) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 0,33 \$ (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015.
- › Le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est soldé par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 6,7 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), en baisse de 0,8 million de dollars, ou 11 %, par rapport à celui du trimestre précédent clos le 30 juin 2015, au cours duquel le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 7,5 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué).
- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est élevé à 17,3 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), contre 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

Les points saillants de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 sont les suivants :

- › Les honoraires de gestion et autres revenus pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 se sont accrus de 22,6 millions de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 175,8 millions de dollars par rapport aux 153,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les honoraires de performance ont été de 8,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 4,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes ont grimpé de 23,2 millions de dollars, ou 21 %, pour se chiffrer à 132,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, alors qu'ils avaient été de 109,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014.
- › Le BAIIA ajusté a progressé de 5,6 millions de dollars, ou 10 %, pour atteindre 59,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 53,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté par action s'est élevé à 0,85 \$ (de base) et à 0,84 \$ (dilué) pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 0,78 \$ (de base) et 0,77 \$ (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

- › La période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'est soldée par un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 18,0 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), en hausse de 2,6 millions de dollars, ou 17 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, au cours de laquelle le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société avait été de 15,4 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base) et 0,22 \$ (dilué).

- › Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 s'est élevé à 49,9 millions de dollars, ou 0,71 \$ par action (de base et dilué), contre 43,2 millions de dollars, ou 0,63 \$ par action (de base) et 0,62 \$ (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AUX			VARIATION	
	30 SEPTEMBRE 2015	30 JUIN 2015	30 SEPTEMBRE 2014	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Actifs sous gestion	88 759	90 291	84 875	(1 532)	3 884

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 JUIN 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²⁾	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²⁾
Produits					
Honoraires de gestion	57 786	56 135	50 647	1 651	7 139
Honoraires de performance – actifs traditionnels	(181)	424	97	(605)	(278)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	53	8 219	180	(8 166)	(127)
Autres revenus	2 556	1 365	1 447	1 191	1 109
Total des produits	60 214	66 143	52 371	(5 929)	7 843
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	42 749	45 373	34 775	2 624	(7 974)
Frais des gestionnaires externes	1 205	1 138	1 420	(67)	215
Amortissement des immobilisations corporelles	487	455	343	(32)	(144)
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 709	6 619	6 411	(90)	(298)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	1 905	2 595	2 164	690	259
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	(1 431)	636	612	2 067	2 043
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	468	118	654	(350)	186
Frais d'acquisition	1 189	187	561	(1 002)	(628)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	(89)	(276)	50	(187)	139
Autres (produits) charges ³⁾	(864)	(415)	(364)	449	500
Total des charges	52 328	56 430	46 626	4 102	(5 702)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	7 886	9 713	5 745	(1 827)	2 141
Impôt sur le résultat	1 667	2 664	1 226	997	(441)
Résultat net	6 219	7 049	4 519	(830)	1 700
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	6 700	7 541	5 053	(841)	1 647
À la participation ne donnant pas le contrôle	(481)	(492)	(534)	11	53
Résultat net	6 219	7 049	4 519	(830)	1 700
PAR ACTION (DE BASE)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,27	0,33	0,26	(0,06)	0,01
Résultat net	0,10	0,11	0,07	(0,01)	0,03
Résultat net ajusté ¹⁾	0,25	0,26	0,21	(0,01)	0,04
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAlIA ajusté ¹⁾	0,27	0,33	0,26	(0,06)	0,01
Résultat net	0,10	0,11	0,07	(0,01)	0,03
Résultat net ajusté ¹⁾	0,25	0,26	0,21	(0,01)	0,04

¹⁾ Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « (Profit) perte sur la cession de placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « (Profit) perte sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 1 – États du résultat net et actifs sous gestion (suite)

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Produits			
Honoraires de gestion	170 102	148 110	21 992
Honoraires de performance – actifs traditionnels	298	867	(569)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	8 325	3 981	4 344
Autres revenus	5 693	5 096	597
Total des produits	184 418	158 054	26 364
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	128 678	105 816	(22 862)
Frais des gestionnaires externes	3 928	3 617	(311)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 384	1 122	(262)
Amortissement des immobilisations incorporelles	19 950	19 045	(905)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	6 644	5 695	(949)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	(160)	2 006	2 166
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 588	1 953	365
Frais d'acquisition	2 436	1 254	(1 182)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	787	865	78
Autres (produits) charges ³⁾	(1 599)	(1 282)	317
Total des charges	163 636	140 091	(23 545)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	20 782	17 963	2 819
Impôt sur le résultat	4 591	3 836	(755)
Résultat net	16 191	14 127	2 064
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	17 953	15 402	2 551
À la participation ne donnant pas le contrôle	(1 762)	(1 275)	(487)
Résultat net	16 191	14 127	2 064
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,85	0,78	0,07
Résultat net	0,26	0,23	0,03
Résultat net ajusté ¹⁾	0,71	0,63	0,08
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹⁾	0,84	0,77	0,07
Résultat net	0,26	0,22	0,04
Résultat net ajusté ¹⁾	0,71	0,62	0,09

¹⁾ Le BAlIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

³⁾ Les autres charges (produits) tiennent compte des postes suivants : « (Profit) perte sur la cession de placements », « Quote-part du résultat net des coentreprises » et « (Profit) perte sur la dilution des participations dans des coentreprises ».

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 2 – Données choisies des états de la situation financière (en milliers de dollars)

	30 SEPTEMBRE 2015	31 DÉCEMBRE 2014
Trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	22 878	25 445
Débiteurs	53 806	59 960
Autres actifs courants	5 867	4 654
Immobilisations incorporelles	286 412	292 835
Goodwill	383 068	370 161
Participation dans des coentreprises	10 966	9 635
Autres actifs non courants	12 266	9 490
Total des actifs	775 263	772 180
Passifs courants	44 893	53 680
Impôt sur le résultat différé	16 330	20 091
Dette à long terme	230 339	222 081
Obligations au titre du prix d'achat	36 008	36 168
Instruments financiers dérivés	1 732	945
Autres passifs non courants	4 124	5 004
Total des passifs	333 426	337 969
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	446 542	437 154
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	(4 705)	(2 943)
	441 837	434 211
Total des passifs et des capitaux propres	775 263	772 180

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE

Actifs sous gestion

Les niveaux des actifs sous gestion jouent un rôle déterminant dans les activités de Fiera Capital. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du niveau des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du niveau des retraits (« perdus »); iii) du niveau des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. Dans le présent rapport de gestion, la Société analyse ses résultats en fonction de ses catégories de clientèle.

Les tableaux 3, 4 et 5 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 3 – Actifs sous gestion (en millions de dollars)*

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 JUIN 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	90 291	90 927	82 131
Variation nette	(1 532)	(636)	2 519
Acquisitions	–	–	225
Actifs sous gestion à la clôture de la période	88 759	90 291	84 875

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

* Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Tableau 4 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 JUIN 2015	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	30 SEPTEMBRE 2015
Marchés institutionnels	48 493	371	(157)	39	(792)	234	48 188
Gestion privée	13 365	144	(52)	73	(725)	785	13 590
Marché des conseillers aux investisseurs	28 433	125	(307)	(252)	(1 018)	–	26 981
Actifs sous gestion à la clôture de la période	90 291	640	(516)	(140)	(2 535)	1 019	88 759

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a diminué de 1,5 milliard de dollars, ou 2 %, pour s'établir à 88,8 milliards de dollars au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 90,3 milliards de dollars au 30 juin 2015. Cette diminution s'explique principalement par la dépréciation de 2,5 milliards de dollars des marchés conjuguée à des mandats perdus s'élevant à 0,5 milliard de dollars et à la contribution nette négative de 0,1 milliard de dollars, en partie compensés par l'obtention de nouveaux mandats de 0,6 milliard de dollars. Enfin, les fluctuations du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 1,0 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du troisième trimestre.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont inscrit un recul de 0,3 milliard de dollars, ou moins de 1 %, pour s'établir à 48,2 milliards de dollars au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 48,5 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Ce recul peut s'expliquer par la dépréciation des marchés de 0,8 milliard de dollars, combinée à des pertes de clients s'élevant à 0,2 milliard de dollars, en raison principalement de clients qui avaient des besoins de liquidités. Ces clients ont soit décidé de regrouper leurs fournisseurs de services en gestion de placement, soit adopté des stratégies poussées de réduction des risques, ou encore ils ont rapatrié la gestion des actifs en interne. Ce recul des actifs sous gestion a été en partie compensé par de nouveaux mandats de 0,4 milliard de dollars obtenus au cours du trimestre, surtout dans les stratégies de placement Équilibré, Actions mondiales, Actions canadiennes – Petite capitalisation et Revenu fixe (traditionnelles et non traditionnelles). Enfin, les fluctuations du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 0,2 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du troisième trimestre.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,2 milliard de dollars, ou 2 %, pour atteindre 13,6 milliards de dollars, comparativement à 13,4 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'obtention de nouveaux clients et à la contribution nette positive, alors que la dépréciation du marché au cours de la période a été compensée par l'incidence favorable des fluctuations des taux de change.

Les actifs sous gestion de la clientèle des conseillers aux investisseurs ont affiché une baisse de 1,4 milliard de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 27,0 milliards de dollars au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 28,4 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette baisse est principalement attribuable à la dépréciation des marchés, conjuguée à des mandats perdus (principalement un mandat important découlant du rapatriement d'actifs) et à la contribution nette négative au cours de la période.

Tableau 5 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2014	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	30 SEPTEMBRE 2015
Marchés institutionnels	46 774	1 525	(972)	–*	473	388	48 188
Gestion privée	11 998	566	(212)	218	(509)	1 529	13 590
Marché des conseillers aux investisseurs	27 840	295	(914)	368	(608)	-	26 981
Actifs sous gestion à la clôture de la période	86 612	2 386	(2 098)	586	(644)	1 917	88 759

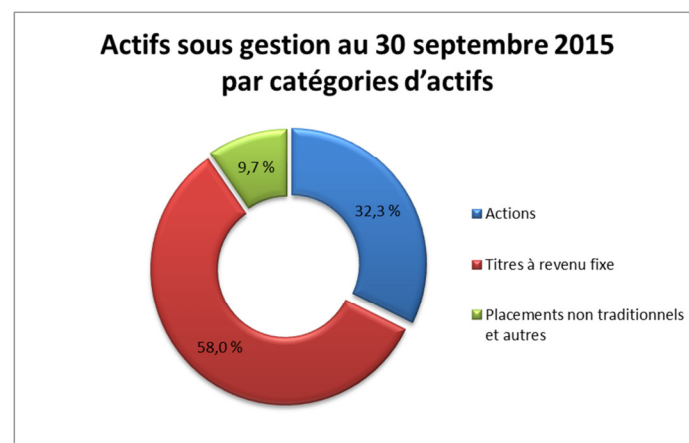
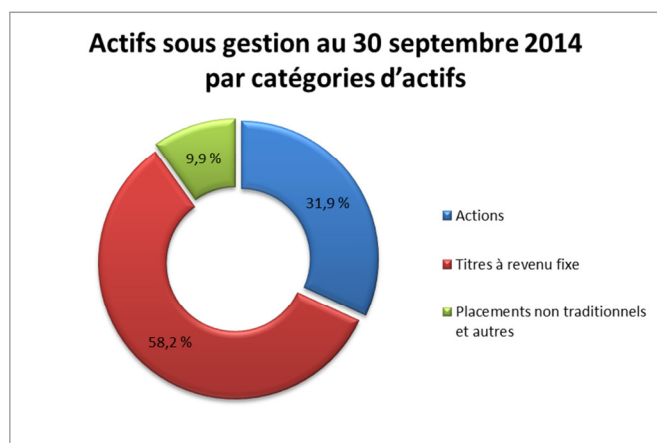
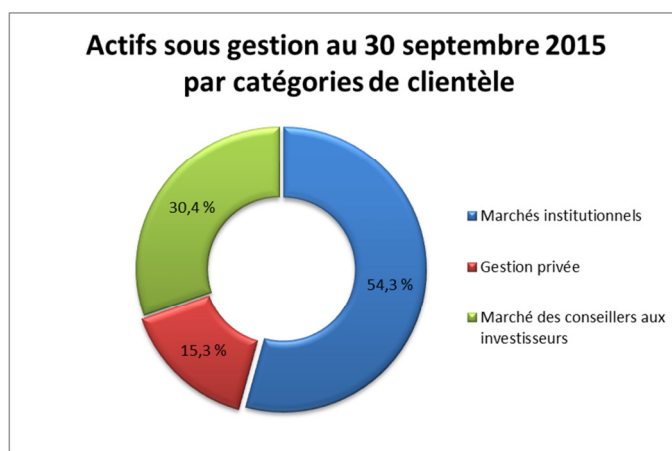
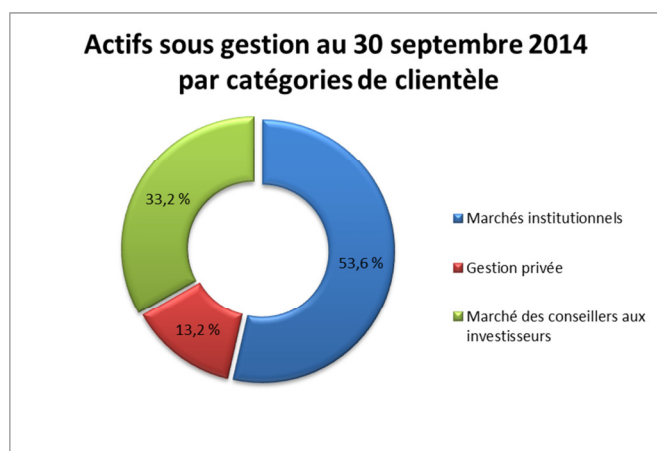
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

* Les contributions nettes comprennent un montant négatif de 0,5 milliard de dollars pour ajuster la valeur d'un mandat particulier à sa valeur sans facteur d'endettement.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 2,1 milliards de dollars, ou 2,5 %, pour s'établir à 88,8 milliards de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 86,6 milliards de dollars au 31 décembre 2014. Cette augmentation s'explique principalement par l'obtention de nouveaux mandats de 2,4 milliards de dollars, surtout de la clientèle du secteur des Marchés institutionnels et de la Gestion privée, conjuguée à une contribution nette positive de 0,6 milliard de dollars, ce qui a été atténué par des mandats perdus se chiffrant à 2,1 milliards de dollars, ainsi que par l'affaiblissement des marchés de \$0,6 milliard de dollars. Enfin, les fluctuations du dollar américain ont eu une incidence favorable chiffrée à environ 1,9 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 septembre 2014 et au 30 septembre 2015.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus sont principalement tirés des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion.

L'analyse des produits présentée ci-après porte sur les actifs moyens de chaque catégorie de clientèle.

Tableau 6 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 JUIN 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	23 876	22 881	19 603	995	4 273
Gestion privée	18 857	17 883	15 876	974	2 981
Marché des conseillers aux investisseurs	15 053	15 371	15 168	(318)	(115)
Total des honoraires de gestion	57 786	56 135	50 647	1 651	7 139
Honoraires de performance					
– actifs traditionnels	(181)	424	97	(605)	(278)
Honoraires de performance					
– actifs non traditionnels	53	8 219	180	(8 166)	(127)
Total des honoraires de performance	(128)	8 643	277	(8 771)	(405)
Autres revenus	2 556	1 365	1 447	1 191	1 109
Total des produits	60 214	66 143	52 371	(5 929)	7 843

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, les produits se sont accrus de 7,8 millions de dollars, ou 15 %, pour se fixer à 60,2 millions de dollars, contre 52,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à la hausse des actifs sous gestion, qui a amélioré de 7,1 millions de dollars les honoraires de gestion, combinée à l'augmentation des autres revenus, en partie annulées par le recul des honoraires de performance.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 7,2 millions de dollars, ou 14 %, pour atteindre 57,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 50,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des produits et de l'augmentation par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 ont augmenté de 4,3 millions de dollars, ou 22 %, pour se fixer à 23,9 millions de dollars, comparativement à 19,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette amélioration tient principalement à la hausse des actifs sous gestion nets, qui découle de l'obtention de nouveaux mandats, notamment aux États-Unis, du raffermissement des marchés et des fluctuations favorables du change eu égard à la période correspondante de l'exercice précédent.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 3,0 millions de dollars, ou 19 %, pour s'établir à 18,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 15,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la croissance des actifs sous gestion nets, notamment ceux de Bel Air, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, conjuguée à l'incidence positive des fluctuations du change.
- › Les produits tirés de la clientèle des conseillers aux investisseurs ont reculé de 0,1 million de dollars, ou 1 %, au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, pour se chiffrer à 15,1 millions de dollars, contre 15,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul découle surtout de la diminution des produits tirés des stratégies de placement non traditionnelles, en partie compensée par les produits additionnels générés par l'acquisition de Propel (trois mois de produits au troisième trimestre de 2015 comparés à un mois de produits au trimestre correspondant en 2014).

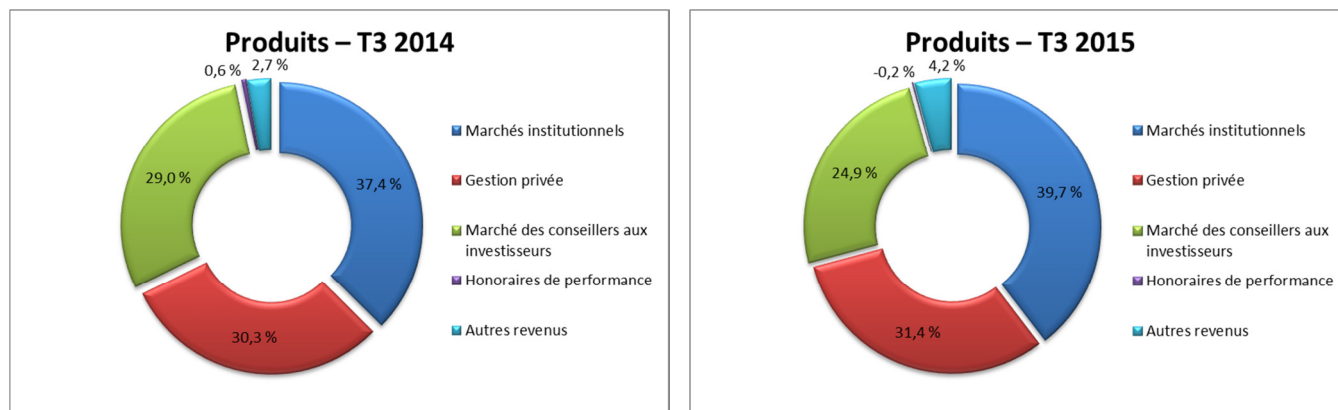
Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont chiffrés à (0,1) million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 en raison d'un crédit non récurrent, contre 0,3 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à la baisse des honoraires de performances tirés tant de la catégorie des actifs traditionnels que de la catégorie des actifs non traditionnels inscrits au cours du troisième trimestre de 2015 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 1,1 million de dollars, ou 77 %, pour s'élever à 2,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 1,5 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des honoraires de consultation et des frais de courtage ainsi que des autres revenus non récurrents.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 30 septembre 2014 et le 30 septembre 2015.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, les produits ont reculé de 5,9 millions de dollars, ou 9 %, pour se fixer à 60,2 millions de dollars, comparativement à 66,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Ce recul s'explique surtout par la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 1,7 million de dollars, ou 3 %, pour s'établir à 57,8 millions de dollars, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 56,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. La répartition des honoraires de gestion par catégories de clientèle se détaille comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 1,0 million de dollars, ou 4 %, pour s'établir à 23,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 22,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du trimestre précédent, dont les produits ont été comptabilisés au cours du trimestre considéré. En outre, les produits générés par les nouveaux mandats obtenus au troisième trimestre de 2015 seront comptabilisés dans les prochains mois.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont progressé de 1,0 million de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 18,9 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, par rapport à 17,9 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette progression des produits s'explique essentiellement par la hausse des honoraires de gestion provenant de Bel Air et de Wilkinson.
- › Les produits tirés de la clientèle des conseillers aux investisseurs ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 2 %, pour s'élever à 15,1 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 15,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015, ce qui s'explique principalement par la baisse des actifs sous gestion.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance, lesquels sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, s'est chiffré à (0,1) million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 en raison d'un crédit non récurrent, contre 8,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015, en raison du solide rendement des fonds quant aux actifs non traditionnels.

Autres revenus

Les autres revenus ont progressé de 1,2 million de dollars, ou 87 %, pour se fixer à 2,6 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette progression des autres revenus découle surtout de l'augmentation des honoraires de consultation et des frais de courtage ainsi que des autres revenus non récurrents.

Tableau 7 – Produits – Variations depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	68 846	56 623	12 223
Gestion privée	55 063	47 235	7 828
Marché des conseillers aux investisseurs	46 193	44 252	1 941
Total des honoraires de gestion	170 102	148 110	21 992
Honoraires de performance – actifs traditionnels	298	867	(569)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	8 325	3 981	4 344
Total des honoraires de performance	8 623	4 848	3 775
Autres revenus	5 693	5 096	597
Total des produits	184 418	158 054	26 364

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, les produits se sont accrus de 26,4 millions de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 184,4 millions de dollars, contre 158,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette croissance tient principalement à la hausse des actifs sous gestion, qui a amélioré de 22,0 millions de dollars les honoraires de gestion en raison de l'appréciation des marchés, de l'obtention de nouveaux mandats, de l'acquisition des actifs de Propel et de l'incidence favorable des fluctuations du change, combinées à la progression de 4,3 millions de dollars des honoraires de performance.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 22,0 millions de dollars, ou 15 %, pour atteindre 170,1 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 148,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse globale des honoraires de gestion et l'augmentation par catégories de clientèle s'établissent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 ont augmenté de 12,2 millions de dollars, ou 22 %, pour se fixer à 68,8 millions de dollars, comparativement à 56,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette amélioration tient principalement à la hausse des actifs sous gestion nets, qui découle essentiellement de l'obtention de nouveaux mandats aux États-Unis, combinée aux fluctuations favorables du change et au raffermissement des marchés au cours de la période.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 7,8 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 55,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 47,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la croissance des actifs sous gestion moyens en raison des fluctuations favorables du change ainsi que par le raffermissement des marchés au cours de la période.
- › Les produits tirés de la clientèle des conseillers aux investisseurs ont progressé de 1,9 million de dollars, ou 4 %, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, pour se chiffrer à 46,2 millions de dollars, contre 44,3 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette progression découle surtout de la comptabilisation des produits de Propel pour trois trimestres entiers au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015.

Honoraires de performance

Le total des honoraires de performance s'est chiffré à 8,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 4,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'amélioration est attribuable à la hausse de 4,3 millions de dollars des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels du fait du solide rendement des fonds, les actifs sous gestion étant demeurés plutôt stables. Cette hausse a été contrebalancée par une diminution de 0,6 million de dollars des honoraires de performance sur les actifs traditionnels en raison de crédits non récurrents.

Autres revenus

Les autres revenus ont augmenté de 0,6 million de dollars, ou 12 %, pour s'élever à 5,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 5,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle essentiellement de la hausse des honoraires de consultation et des frais de courtage au cours des neuf premiers mois de 2015.

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont monté de 8,0 millions de dollars, ou 23 %, à 42,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 34,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout imputable à l'incidence des variations des taux de change sur les activités aux États-Unis, à la rémunération plus élevée et à la prise en compte de charges à la suite de l'acquisition de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué de 2,6 millions de dollars, ou 6 %, pour se chiffrer à 42,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 45,4 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette diminution est essentiellement attribuable à la rémunération moins élevée liée au recul des produits tirés des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 22,9 millions de dollars, ou 22 %, pour se chiffrer à 128,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 105,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'inclusion des coûts liés à l'acquisition de Propel et aux honoraires de performance incitatifs combinés à l'incidence des fluctuations du change sur les activités aux États-Unis.

Frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais des gestionnaires externes ont reculé de 0,2 million de dollars, ou 15 %, pour s'établir à 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce recul des frais des gestionnaires externes découle principalement de la diminution des frais des gestionnaires externes de Bel Air attribuable aux modifications apportées à la présentation des produits, contrebalancée en partie par la hausse des frais à la suite de l'acquisition de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais des gestionnaires externes sont demeurés relativement stables à 1,2 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 1,1 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Les frais des gestionnaires externes ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 9 %, pour s'établir à 3,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 3,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation découle principalement de l'acquisition de Propel, en partie compensée par la diminution des frais des gestionnaires externes de Bel Air.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 0,2 million de dollars pour se chiffrer à 0,5 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à 0,3 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 0,3 million de dollars, ou 5 %, pour être porté à 6,7 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 6,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Propel.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles est demeuré inchangé, à 0,5 million de dollars, pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement au trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est demeuré inchangé, à 6,7 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement au trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté de 0,3 million de dollars, ou 23 %, pour s'établir à 1,4 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 1,1 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est accru de 0,9 million de dollars, ou 5 %, pour être porté à 19,9 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 19,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition des immobilisations incorporelles de Propel.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 12 %, pour se fixer à 1,9 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 2,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse des frais de financement aux termes de la nouvelle facilité de crédit à compter du 26 juin 2015.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont diminué de 0,7 million de dollars, ou 27 %, pour s'établir à 1,9 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 2,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015, en raison des frais de financement non récurrents comptabilisés en juin 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 0,9 million de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 6,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 5,7 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, par suite de l'acquisition de Propel et de la comptabilisation de frais de financement non récurrents.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ont représenté un profit de 1,4 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à une charge de 0,6 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ce profit est attribuable à la réévaluation d'obligations au titre du prix d'achat de 2 millions de dollars, la Société ayant réévalué son estimation en ce qui a trait aux conditions de performance nécessaire au versement de la contrepartie conditionnelle de 2 millions de dollars à payer. Par suite de cette réévaluation et en grande partie en raison de la conjoncture difficile sur le marché des fonds d'investissement à capital fixe, la Société a conclu que les conditions de performance requises ne seraient pas remplies en date du 31 décembre 2015 et qu'aucun paiement ne serait donc effectué.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ont représenté un profit de 1,4 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à une charge de 0,6 million de dollars pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015. Ce profit est attribuable à la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat de 2 millions de dollars comptabilisée en septembre 2015 relativement aux fonds d'investissement à capital fixe de Propel.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

La désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat ont représenté un profit de 0,2 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à une charge de 2,0 millions de dollars pour la période correspondante close le 30 septembre 2014. Ce profit est attribuable à la réévaluation d'une obligation au titre du prix d'achat de 2 millions de dollars comptabilisée en septembre 2015 relativement aux fonds d'investissement à capital fixe de Propel.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 0,5 million de dollars, ou 36 %, pour s'établir à 1,7 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation des frais d'acquisition et des coûts de restructuration est essentiellement attribuable à l'accroissement des activités en vue d'établir la plateforme américaine au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 1,4 million de dollars, ou plus de 100 %, pour s'établir à 1,7 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, contre 0,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette augmentation est surtout attribuable aux frais liés à divers nouveaux projets entrepris au cours du troisième trimestre de 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ont augmenté de 0,8 million de dollars, ou 25 %, pour s'établir à 4,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 3,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable aux frais d'acquisition plus élevés liés à divers nouveaux projets entrepris au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en partie compensés par le recul des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration.

Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés

La Société a comptabilisé un profit de 0,1 million de dollars lié aux variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à un profit de 0,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015 et à une charge de 0,1 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre le total des produits et le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes. La Société estime que le BAIIA ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance d'exploitation sans tenir compte de l'incidence que peuvent avoir les éléments hors exploitation.

Tableau 8 – BAIIA ajusté* (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 JUIN 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Produits					
Honoraires de gestion	57 786	56 135	50 647	170 102	148 110
Honoraires de performance	(128)	8 643	277	8 623	4 848
Autres revenus	2 556	1 365	1 447	5 693	5 096
Total des produits	60 214	66 143	52 371	184 418	158 054
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	42 749	45 373	34 775	128 678	105 816
Frais des gestionnaires externes	1 205	1 138	1 420	3 928	3 617
Total des charges	43 954	46 511	36 195	132 606	109 433
BAIIA	16 260	19 632	16 176	51 812	48 621
Rajouter la charge de rémunération hors trésorerie	2 348	3 418	1 909	7 212	4 782
BAIIA ajusté	18 608	23 050	18 085	59 024	53 403
Par action (de base)**	0,27	0,33	0,26	0,85	0,78
Par action (dilué)**	0,27	0,33	0,26	0,84	0,77

* Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

** Le BAIIA ajusté comprend le BAIIA attribuable aux actionnaires de la Société et à la participation ne donnant pas le contrôle.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, le BAIIA ajusté a été en hausse de 0,5 million de dollars, ou 3 %, pour atteindre 18,6 millions de dollars, ou 0,27 \$ par action (de base et dilué), contre 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 a été poussé à la hausse par une augmentation des honoraires de gestion eu égard à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout de l'appréciation des marchés, des ventes additionnelles et de l'incidence favorable des fluctuations du change sur les activités aux États-Unis ainsi qu'à l'acquisition des actifs de Propel, conjuguées à la progression des autres revenus. Ces éléments ont été partiellement neutralisés par une augmentation globale des charges d'exploitation, notamment des frais de vente et charges générales et administratives et des frais des gestionnaires externes du fait de l'intégration des activités de Propel acquises et de l'incidence des fluctuations du change.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, le BAIIA ajusté a reculé de 4,5 millions de dollars, ou 19 %, pour s'établir à 18,6 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action (de base et dilué), contre 23,1 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Ce recul est avant tout attribuable à la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Compte non tenu des honoraires de performance, la marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est établie à 31 %, eu égard à 30 % au trimestre précédent clos le 30 juin 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, le BAIIA ajusté a été en hausse de 5,6 millions de dollars, ou 10 %, pour atteindre 59,0 millions de dollars, ou 0,85 \$ par action (de base) et 0,84 \$ par action (dilué), contre 53,4 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action (de base) et 0,77 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 a surtout été poussé à la hausse par une augmentation des honoraires de gestion découlant des actifs sous gestion moyens plus élevés par suite surtout de l'appréciation des marchés et de l'incidence favorable des variations des taux de change, conjuguées à la progression des autres revenus au cours de la période. Ces éléments ont été partiellement neutralisés par une augmentation globale des charges d'exploitation, dont les frais de vente et charges générales et administratives et les frais des gestionnaires externes, du fait, en grande partie, de l'incidence défavorable des taux de change et de l'intégration des activités de Propel acquises.

Résultat net

Tableau 9 – Résultat net et résultat net ajusté* (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 JUIN 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	6 700	7 541	5 053	17 953	15 402
Amortissement des immobilisations corporelles	487	455	343	1 384	1 122
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 709	6 619	6 411	19 950	19 045
Éléments de rémunération hors trésorerie	2 348	3 418	1 909	7 212	4 782
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés ¹⁾	(89)	(276)	50	787	865
Éléments hors trésorerie	9 455	10 216	8 713	29 333	25 814
Coûts de restructuration et autres coûts d'intégration ¹⁾	468	118	654	1 588	1 953
Frais d'acquisition ¹⁾	1 189	187	561	2 436	1 254
Frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration	1 657	305	1 215	4 024	3 207
Résultat net ajusté avant l'impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	17 812	18 062	14 981	51 310	44 423
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus ¹⁾	470	9	380	1 443	1 222
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	17 342	18 053	14 601	49 867	43 201
Par action (de base)					
Résultat net	0,10	0,11	0,07	0,26	0,23
Résultat net ajusté*	0,25	0,26	0,21	0,71	0,63
Par action (dilué)					
Résultat net	0,10	0,11	0,07	0,26	0,22
Résultat net ajusté	0,25	0,26	0,21	0,71	0,62

* Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

¹ L'impôt applicable à la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés, aux frais d'acquisition et aux coûts de restructuration et autres coûts d'intégration est estimé selon un taux d'impôt de 30 %.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a progressé de 1,6 million de dollars pour se chiffrer à 6,7 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), contre 5,1 millions de dollars, ou 0,07 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette progression s'explique surtout par la hausse de 7,8 millions de dollars des produits, conjuguée à la désactualisation et à la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat de 2 millions de dollars au cours de la période, qui ont été en partie contrebalancées par l'augmentation de 8,0 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, de 0,4 million de dollars des amortissements et de 0,4 million de dollars des frais d'acquisition et des coûts de restructuration.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est chiffré à 6,7 millions de dollars, ou 0,10 \$ par action (de base et dilué), au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, comparativement à 7,5 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Cette baisse découle surtout d'une diminution des produits découlant du recul des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année. Ce recul des honoraires de performance a été partiellement compensé par la progression des honoraires de gestion et autres revenus, combinée à une baisse des frais de vente et charges générales et administratives imputable à la diminution de la rémunération variable au cours de la période.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 18,0 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), contre 15,4 millions de dollars, ou 0,23 \$ par action (de base) et 0,22 \$ par action (dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle surtout d'une augmentation de 22,0 millions de dollars des honoraires de gestion et de 3,8 millions de dollars des honoraires de performance, combinée à une diminution de 2,2 millions de dollars de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Ces éléments ont été en partie annulés par une montée de 23,2 millions de dollars, de 1,2 million de dollars, de 0,9 million de dollars et de 0,8 million de dollars respectivement des frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes, des amortissements, des intérêts sur la dette à long terme et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. En outre, les coûts nécessaires à l'établissement d'une plateforme américaine permettront de dégager des résultats au cours des trimestres à venir.

Résultat net ajusté

La Société recourt au résultat net ajusté comme l'une des principales mesures de performance non conformes aux IFRS puisqu'il s'agit d'un excellent indicateur de sa capacité de générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, la variation après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2015, des éléments hors trésorerie de 9,5 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (9,5 millions de dollars avant impôt), ou 0,13 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 1,2 million de dollars, compte tenu de l'impôt sur le résultat (1,7 million de dollars avant impôt), ou 0,02 \$ par action (de base et dilué), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 17,3 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014, des éléments hors trésorerie de 8,7 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (8,7 millions de dollars avant impôt), ou 0,13 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 0,8 million de dollars, compte tenu de l'impôt sur le résultat (1,2 million de dollars avant impôt), ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 14,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Au cours du trimestre précédent clos le 30 juin 2015, des éléments hors trésorerie de 10,3 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (10,2 millions de dollars avant impôt), ou 0,15 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 0,2 million de dollars, compte tenu de l'impôt sur le résultat (0,3 million de dollars avant impôt), ou néant par action (de base et dilué), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 18,1 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015, comparativement à un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 17,3 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué) pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, des éléments hors trésorerie de 27,5 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés (29,3 millions de dollars avant impôt), ou 0,39 \$ par action (de base et dilué), et des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et autres coûts d'intégration de 2,8 millions de dollars, compte tenu de l'impôt sur le résultat (4,0 millions de dollars avant impôt), ou 0,04 \$ par action (de base et dilué), ont eu une incidence défavorable sur le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Compte non tenu de ces éléments, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 48,2 millions de dollars, ou 0,69 \$ par action (de base et dilué), pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 43,2 millions de dollars, ou 0,63 \$ par action (de base) et 0,62 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour les 12 derniers mois.

Tableau 10 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	12 derniers mois ³⁾	T3 30 sept. 2015	T2 30 juin 2015	T1 31 mars 2015	T4 31 déc. 2014	T3 30 sept. 2014	T2 30 juin 2014	T1 31 mars 2014	T4 31 déc. 2013
Actifs sous gestion	89 147	88 759	90 291	90 927	86 612	84 875	82 131	80 412	77 485
Total des produits	248 722	60 214	66 143	58 061	64 304	52 371	55 720	49 963	55 222
BAIIA ajusté ¹⁾	83 884	18 608	23 050	17 366	24 820	18 085	20 191	15 127	22 941
Marge du BAIIA ajusté	33,7 %	30,9 %	34,8 %	29,9 %	38,6 %	34,5 %	36,2 %	30,3 %	41,5 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	30 043	6 700	7 541	3 712	12 090	5 053	7 671	2 678	8 481
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ²⁾	1,21	0,27	0,33	0,25	0,36	0,26	0,30	0,22	0,36
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,44	0,10	0,11	0,05	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,06	0,25	0,26	0,21	0,34	0,21	0,23	0,18	0,28
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ²⁾	1,20	0,27	0,33	0,25	0,35	0,26	0,29	0,22	0,35
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,44	0,10	0,11	0,05	0,18	0,07	0,11	0,04	0,13
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	1,06	0,25	0,26	0,21	0,34	0,21	0,23	0,18	0,27
PAR ACTION (DILUÉ) (compte tenu de la rémunération hors trésorerie et des options attribuées)²⁾									
BAIIA ajusté ¹⁾	1,11	0,25	0,30	0,23	0,33	0,24	0,28	0,20	0,33
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	0,40	0,09	0,10	0,05	0,16	0,07	0,10	0,04	0,12
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹⁾	0,97	0,23	0,24	0,19	0,31	0,20	0,22	0,17	0,26

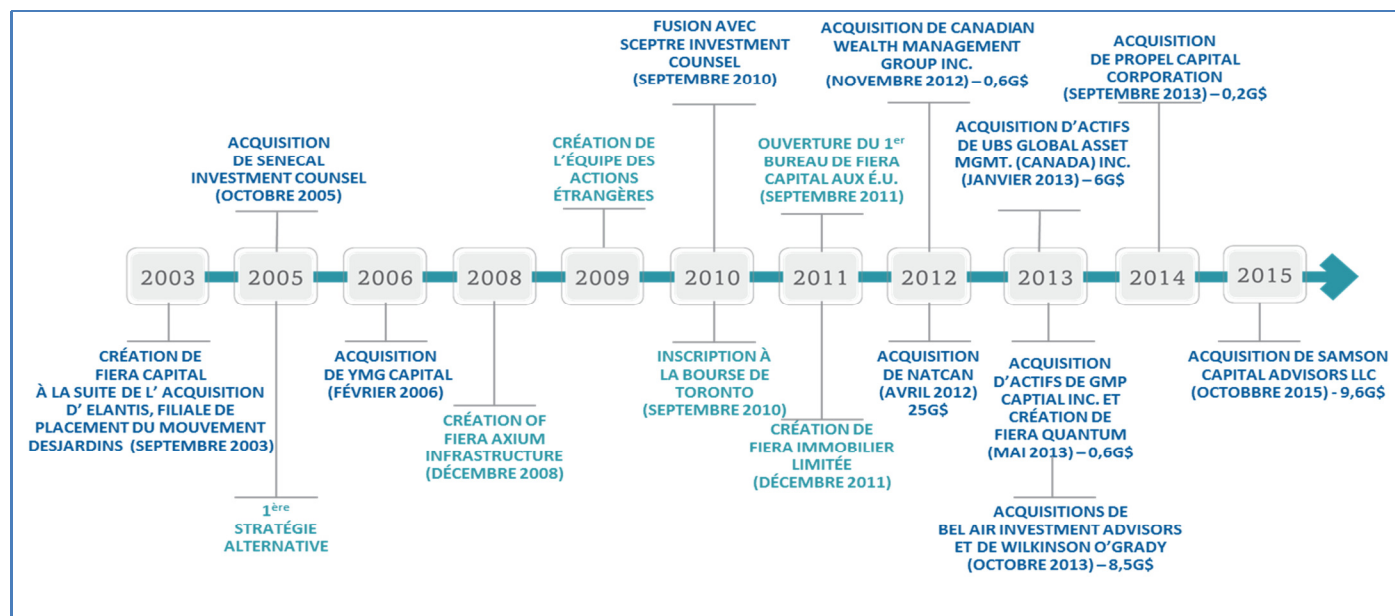
¹⁾ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

²⁾ Cette analyse présume que les droits au titre de toutes les attributions fondées sur des actions en circulation seront acquis et réglés en actions de la Société (dont 2 989 475 options sur actions, 1 709 378 UALR et 680 503 UAR au 30 septembre 2015). Les données par action au 30 septembre 2013 et avant cette date ont été retraitées pour assurer la cohérence dans les calculs.

³⁾ Les 12 derniers mois représentent la somme des résultats des quatre derniers trimestres, à l'exclusion des actifs sous gestion, lesquels représentent la moyenne des actifs sous gestion des quatre derniers trimestres.

Analyse des résultats et des tendances

Le schéma présente l'évolution de la Société depuis sa création grâce à une croissance interne réussie et à diverses acquisitions d'entreprises.



Actifs sous gestion

Les actifs sous gestion ont affiché un recul au cours du trimestre considéré en regard du trimestre précédent, surtout en raison de la dépréciation des marchés, des mandats perdus et de la contribution nette négative, en partie compensés par les nouveaux mandats obtenus et par l'incidence favorable des taux de change au cours de la période.

Au trimestre précédent clos le 30 juin 2015, les actifs sous gestion ont enregistré un recul en regard du trimestre précédent clos le 31 mars 2015, surtout en raison de la dépréciation des marchés et de l'incidence défavorable des taux de change malgré une hausse des encaissements nets au cours de la période. Les actifs sous gestion ont affiché une progression au cours du trimestre clos le 31 mars 2015 en regard du trimestre clos le 31 décembre 2014, surtout en raison de l'appréciation des marchés et de l'incidence favorable des taux de change. Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2014, les actifs sous gestion ont inscrit une hausse qui s'explique en grande partie par des mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, notamment aux États-Unis, conjugués au raffermissement des marchés et à l'incidence favorable des taux de change. Le trimestre clos le 30 septembre 2014 a enregistré une forte augmentation des actifs sous gestion par rapport au trimestre clos le 30 juin 2014, par suite surtout d'importants mandats obtenus auprès de la clientèle des Marchés institutionnels, principalement aux États-Unis, du raffermissement des marchés et de l'ajout d'actifs suivant l'acquisition de Propel. Quant à la hausse des actifs sous gestion au deuxième trimestre de 2014 en regard du premier trimestre de 2014, elle reflète avant tout le raffermissement des marchés et les nouveaux mandats obtenus, contrebalancés partiellement par la perte de mandats et la contribution nette négative. La hausse des actifs sous gestion au premier trimestre de 2014 par rapport au quatrième trimestre de 2013 est surtout attribuable aux nouveaux mandats et au raffermissement des marchés d'un trimestre à l'autre. Finalement, la hausse des actifs sous gestion du quatrième trimestre de 2013 par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2013 s'explique surtout par l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à l'apport des actifs sous gestion issus de nouveaux mandats.

Produits

Depuis l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady à la fin de 2013, les produits que génère la Société sont répartis de façon équilibrée entre les secteurs Marchés institutionnels, Marché des conseillers aux investisseurs et Gestion privée et, depuis, ils ne cessent de croître. De plus, les produits du secteur Marchés institutionnels des États-Unis ont progressé grâce à l'obtention de nouveaux mandats.

Le trimestre considéré affiche une hausse des honoraires de gestion comparativement au trimestre précédent, surtout du fait de l'obtention de nouveaux mandats américains vers la fin du trimestre précédent, dont les produits ont été comptabilisés au cours du trimestre considéré, tandis que les honoraires de performance ont inscrit une baisse attribuable au fait qu'ils sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Les honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, ont progressé au cours du trimestre précédent clos le 30 juin 2015. Les honoraires de gestion du trimestre clos le 31 mars 2015 ont été supérieurs à ceux du quatrième trimestre de 2014 en raison de la croissance des actifs sous gestion. Les produits du trimestre précédent clos le 31 décembre 2014 ont connu une hausse importante en raison surtout de l'inclusion des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés tous les mois de juin et de décembre. Par ailleurs, les produits tirés des honoraires de gestion au quatrième trimestre de 2014 ont été supérieurs à ceux du troisième trimestre de 2014, ce qui s'explique surtout par la croissance des actifs sous gestion découlant des nouveaux mandats obtenus au cours de la période.

Les honoraires de gestion ont progressé au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 eu égard au trimestre clos le 30 juin 2014. La baisse des honoraires de performance survenue au cours du troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014 est imputable au fait qu'ils sont généralement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année. La hausse des produits du deuxième trimestre de 2014 par rapport à ceux du premier trimestre de 2014 tient essentiellement à la montée des honoraires de gestion et des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. Le trimestre précédent clos le 31 mars 2014 a été caractérisé par une augmentation des honoraires de gestion et autres revenus par suite de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, du montant net des nouveaux actifs sous gestion et du raffermissement des marchés. Finalement, pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, les produits ont progressé par suite de la prise en compte des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, ainsi que de la hausse des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels, qui sont généralement perçus au quatrième trimestre de chaque exercice.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a affiché une tendance haussière au cours des huit derniers trimestres. Comparativement au deuxième trimestre de 2015, le BAIIA ajusté a reculé au cours du troisième trimestre de 2015, en raison essentiellement de la baisse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont d'ordinaire comptabilisés en juin et en décembre de chaque année.

Le BAIIA ajusté a augmenté au cours du deuxième trimestre de 2015 par rapport au premier trimestre de 2015, essentiellement en raison de la hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, annulée en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives liés à la rémunération variable. Le BAIIA ajusté a diminué au premier trimestre de 2015 par rapport au quatrième trimestre de 2014, en grande partie à cause de la baisse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en juin et en décembre de chaque année, malgré le fait que les

honoraires de gestion ont augmenté et que les frais de vente et charges générales et administratives sont restés stables comparativement à ceux du quatrième trimestre de 2014. Il a augmenté au quatrième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre du même exercice, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de performance qui sont habituellement comptabilisés en décembre de chaque année ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés des honoraires de gestion, annulées en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives. Il a reculé au troisième trimestre de 2014 par rapport à celui du deuxième trimestre de 2014, du fait surtout du fléchissement des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, ces honoraires étant généralement comptabilisés les mois de juin et de décembre de chaque année.

Le BAIIA ajusté a augmenté au deuxième trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2014, en grande partie grâce à la hausse des honoraires de gestion et des honoraires de performance, conjuguée à la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, particulièrement en ce qui a trait à la rémunération variable. Au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2014, le BAIIA ajusté s'est replié par rapport au trimestre précédent, avant tout par suite du recul des honoraires de performance et de l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives. L'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives a découlé pour l'essentiel de la prise en compte, pour un trimestre complet, des activités de Bel Air et de Wilkinson O'Grady, conjuguée à la hausse de la charge de rémunération liée au rendement obtenu par les gestionnaires de placements. Le trimestre précédent clos le 31 décembre 2013 a tiré profit de l'augmentation des produits tirés des actifs sous gestion suivant l'acquisition de Bel Air et de Wilkinson O'Grady et de la hausse des honoraires de performance, qui sont généralement comptabilisés au trimestre clos en décembre de chaque exercice.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté met en rapport le BAIIA ajusté et les produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

La marge du BAIIA ajusté a fluctué dans une fourchette allant de 29,9 % à 41,5 % au cours des huit derniers trimestres. Les trimestres qui ont suivi l'acquisition de Natcan Investment Management Inc. (« Natcan ») en 2012 ont vu leurs marges du BAIIA ajusté varier de 36,8 % à 41,1 % par suite de la hausse des produits ainsi que des économies de coûts issues des synergies suivant l'acquisition. La marge du BAIIA ajusté pour les trimestres clos les 31 décembre 2012 et 2013 a été forte, soit de l'ordre d'environ 41 %, en raison des honoraires de performance élevés qui sont habituellement perçus au quatrième trimestre de l'exercice. Le trimestre clos le 30 juin 2014 a dégagé une marge du BAIIA ajusté de 36,2 % par suite surtout de la hausse des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, conjuguées à une baisse des frais de vente et charges générales et administratives, notamment ceux liés à la rémunération variable, eu égard à ceux du trimestre clos le 31 mars 2014. La marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2014 a été de 34,5 %. Il s'agit d'une baisse par rapport à celle du trimestre précédent, qui s'explique surtout par la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels, qui sont généralement comptabilisés les mois de juin et de décembre de chaque année. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 décembre 2014 a été de 38,6 %, en hausse par rapport à celle du trimestre précédent, qui est essentiellement attribuable à l'augmentation des honoraires de performance qui sont généralement comptabilisés tous les mois de décembre ainsi qu'à l'augmentation des honoraires de gestion découlant de la progression des actifs sous gestion. Le trimestre clos le 31 mars 2015 a affiché une marge du BAIIA ajusté de 29,9 %, en raison surtout de la baisse des honoraires de performance par rapport à ceux du quatrième trimestre clos le 31 décembre 2014. Au cours du trimestre précédent clos le 30 juin 2015, la marge du BAIIA ajusté s'est établie à 34,8 %, ce qui s'explique en grande partie par une hausse des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels par rapport à ceux du premier trimestre de 2015. Le trimestre considéré affiche une marge du BAIIA

ajusté de 30,3 % qui s'explique en grande partie par une baisse des honoraires de performance comparativement au trimestre précédent.

Compte non tenu des honoraires de performance, la marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2015 s'est établie à 31,3 %, comparativement à 30,2 % au deuxième trimestre clos le 30 juin 2015 et à 34,5 % au troisième trimestre clos le 30 septembre 2014. En outre, les frais d'établissement de la plateforme américaine payés d'avance et les autres coûts liés à l'expansion engendreront des résultats au cours des trimestres à venir.

La marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois s'est établie à 33,7 %, ce qui est comparable à celles de 34,6 % et de 34,9 % présentées au 30 juin 2015 et au 31 mars 2015, respectivement. Cette marge établie sur les 12 derniers mois neutralise l'incidence du calendrier des honoraires de performance qui, en général, sont comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestres de chaque exercice, ainsi que l'incidence de la hausse des frais de vente et charges générales et administratives des derniers trimestres résultant des diverses acquisitions, et elle donne une meilleure mesure de la performance globale de la Société.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, qui a fluctué dans une fourchette de 2,7 millions de dollars à 12,1 millions de dollars au cours des huit derniers trimestres, a subi les effets de diverses mesures qui ont entraîné une hausse des frais de vente et charges générales et administratives ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration. Les honoraires de performance, habituellement comptabilisés au deuxième et au quatrième trimestres de chaque exercice, ont aussi joué dans la fluctuation du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour le trimestre considéré a été inférieur à celui du trimestre précédent clos le 30 juin 2015, par suite surtout du recul des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels.

Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net ajusté par action attribuable aux actionnaires de la Société est un bon indicateur de la capacité de celle-ci à générer des flux de trésorerie. Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a fluctué dans une fourchette allant de 0,18 \$ par action (de base et dilué) à 0,34 \$ par action (de base et dilué) au cours des huit derniers trimestres.

Le trimestre clos le 31 décembre 2013 a affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,28 \$ par action (de base) et de 0,27 \$ par action (dilué), du fait surtout de l'augmentation des honoraires de gestion et de celle des honoraires de performance sur les actifs traditionnels et non traditionnels qui ont été inscrits au quatrième trimestre de 2013 comparativement à ceux du trimestre clos le 30 septembre 2013. Le premier trimestre de 2014 et le deuxième trimestre clos le 30 juin 2014 ont affiché un résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société de 0,18 \$ par action et de 0,23 \$ par action (de base et dilué), respectivement. Au quatrième trimestre de 2014, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société a été élevé, s'établissant à 0,34 \$ par action (de base et dilué), ce qui s'explique essentiellement par les importants honoraires de performance enregistrés au cours du trimestre. Pour le premier trimestre de 2015, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 0,21 \$ par action (de base et dilué), ce qui est inférieur à celui inscrit au quatrième trimestre de 2014, en raison surtout de la baisse des honoraires de performance, en partie compensée par la hausse des honoraires de gestion enregistrés au cours du trimestre.

Au cours du trimestre considéré clos le 30 septembre 2015, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 0,25 \$ par action (de base et dilué), en léger recul par rapport à celui du trimestre précédent, du fait surtout de la diminution des honoraires de performance sur les actifs non traditionnels. À titre comparatif, il s'était élevé à 0,26 \$ par action (de base et dilué) pour le deuxième trimestre clos le 30 juin 2015.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

L'un des principaux objectifs financiers de la Société est de continuer à générer des flux de trésorerie disponibles à partir des activités d'exploitation supérieurs aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, aux dépenses d'investissement et aux charges d'exploitation courantes. En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux remboursements sur la dette, aux dépenses d'investissement, aux acquisitions d'entreprises et aux rachats d'actions.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 11 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	42 613	41 250
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(4 330)	(19 135)
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement	(40 780)	(26 608)
Diminution nette de la trésorerie	(2 497)	(4 493)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	1 808	505
Trésorerie à l'ouverture de la période	16 880	21 774
Trésorerie à la clôture de la période	16 191	17 786

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 42,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015. Ce montant découle des entrées de trésorerie liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la désactualisation des obligations au titre du prix d'achat, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat ainsi que des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés de 56,4 millions de dollars, contrebalancées par les sorties de trésorerie liées à l'impôt sur le résultat payé de 10,0 millions de dollars et la variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 2,2 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 4,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, en raison des entrées de trésorerie liées aux placements à court terme de 3,3 millions de dollars, annulées par les sorties de trésorerie liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles de 5,4 millions de dollars et par les sorties de trésorerie liées aux variations des créances à long terme et des frais différés de 1,4 million de dollars, conjuguées aux sorties de trésorerie liées à la trésorerie soumise à des restrictions et aux dépôts-clients de 0,7 million de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 40,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, en raison d'un paiement de dividendes de 27,9 millions de dollars, des variations de la dette à long terme de 5,7 millions de dollars, des sorties de trésorerie liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions de 3,5 millions de dollars et des paiements d'intérêts sur la dette à long terme et des charges de financement de 5,7 millions de dollars, en partie contrebalancés par des entrées de trésorerie liées à l'émission de capital social de 3,2 millions de dollars au cours de la période.

Enfin, l'incidence positive des fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères s'est chiffrée à 1,8 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015.

Comparaison des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 42,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, contre 41,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart de 1,1 million de dollars découle principalement d'une augmentation de 5,6 millions de dollars du BAIIA ajusté, tel qu'il est décrit à la rubrique « BAIIA ajusté », conjuguée à une diminution de 2,8 millions de dollars de l'impôt sur le résultat payé et de la charge d'impôt sur le résultat, en partie compensée par une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation chiffrée à 7,3 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2015 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 4,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, en regard de 19,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart entre ces deux montants s'explique surtout par un paiement non récurrent de 9,5 millions de dollars lié aux obligations au titre du prix d'achat et des sorties de trésorerie liées au regroupement d'entreprises de 9,9 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2014, comparativement à des montants de néant au cours de la même période en 2015.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 40,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, alors qu'elles s'étaient chiffrées à 26,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable à l'augmentation de 3,5 millions de dollars des sorties de trésorerie liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions, à la dette à long terme plus élevée de 5,7 millions de dollars, à la hausse des dividendes versés de 4,8 millions de dollars et à l'alourdissement des charges de financement de 1,1 million de dollars. Cette hausse des sorties de trésorerie nettes liées aux activités de financement a été en partie contrebalancée par un accroissement de 0,8 million de dollars des entrées de trésorerie liées à l'émission de capital social.

Résultat en trésorerie

La Société définit le résultat en trésorerie comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés et de la rémunération hors trésorerie. Le résultat en trésorerie est un indicateur de notre capacité de verser des dividendes, de poursuivre nos activités et d'investir dans de nouvelles activités. La Société estime que son résultat en trésorerie est une mesure importante d'évaluation de sa performance d'exploitation de base.

Le tableau qui suit présente une ventilation du résultat en trésorerie et du résultat en trésorerie par action pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2015 et 2014.

Tableau 12 – Résultat en trésorerie et résultat en trésorerie par action (en milliers de dollars, sauf les données par action)*

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSÉS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	17 953	15 402
Ajustements au titre de ce qui suit :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 384	1 122
Amortissement des immobilisations incorporelles	19 950	19 045
Rémunération hors trésorerie	7 212	4 782
Variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés	787	865
Résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société	47 286	41 216
Résultat en trésorerie par action (de base)	0,68	0,60
Résultat en trésorerie par action (dilué)	0,67	0,59

(*) Le résultat en trésorerie et le résultat en trésorerie par action ne sont pas des mesures conformes aux IFRS. Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* à la page 52.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles de 21,3 millions de dollars ainsi que la rémunération hors trésorerie, la dépréciation d'actifs non financiers et les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés pour un montant de 8,0 millions de dollars ont eu une incidence défavorable sur le résultat en trésorerie de la Société, comparativement à des montants de 20,2 millions de dollars et de 5,6 millions de dollars, respectivement, pour la même période à l'exercice précédent. Lorsque ces montants sont rajoutés au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société se chiffrant à 18,0 millions de dollars, ou 0,26 \$ par action (de base et dilué), le résultat en trésorerie attribuable aux actionnaires de la Société atteint 47,3 millions de dollars, ou 0,68 \$ par action (de base) et 0,67 \$ par action (dilué), pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, comparativement à 41,2 millions de dollars, ou 0,60 \$ par action (de base) et 0,59 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Dette à long terme

Tableau 13 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	30 SEPTEMBRE 2015	31 DÉCEMBRE 2014
Facilité à terme	-	177 756
Facilité renouvelable	231 443	45 244
Charges de financement différées	(1 104)	(919)
	230 339	222 081

Facilité de crédit

Le 26 juin 2015, la Société a modifié les modalités de sa convention de crédit afin d'inclure, entre autres, les modifications suivantes :

- Conversion de l'ancienne facilité, composée d'une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 75 millions de dollars échéant en avril 2017 et d'une facilité à terme de 175 millions de dollars échéant en avril 2017, en une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 300 millions de dollars pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, remboursable intégralement en mars 2020.
- Révision des clauses financières applicables pour les différentes périodes de test, y compris durant les périodes suivant certaines acquisitions.
- Inclusion de Fiera US Holding Inc., filiale entièrement détenue, à titre d'emprunteur.

La Société a évalué les modifications et a conclu que les modalités révisées étaient considérables et donnaient lieu à une extinction de l'ancienne facilité. En conséquence, des charges de financement différées non amorties de 0,7 million de dollars relatives à l'ancienne facilité ont été radiées des états financiers consolidés résumés intermédiaires à la date de la modification.

La Société prévoit utiliser les montants additionnels disponibles aux termes de la facilité de crédit modifiée pour financer les acquisitions futures et aux fins générales de la Société, le cas échéant.

Au 30 septembre 2015, le montant total de la dette à long terme comprenait des montants de 126 millions de dollars et de 78,8 millions de dollars américains (105,5 millions de dollars) (montants impayés de 129,5 millions de dollars et de 80,6 millions de dollars américains (93,5 millions de dollars) au 31 décembre 2014).

Selon les modalités de la convention d'emprunt, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio de la dette à long terme maximum sur le BAIIA et d'un ratio de couverture minimum des intérêts. Le BAIIA, mesure non conforme aux IFRS, est défini dans la facilité renouvelable comme étant, sur une base consolidée, le résultat de l'emprunteur avant les intérêts, l'impôt, les amortissements, les charges non récurrentes et exceptionnelles liées aux acquisitions et d'autres éléments hors trésorerie.

Au 30 septembre 2015, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives relatives à sa dette.

Le 1^{er} mai 2012, la Société a conclu un contrat de swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 108 millions de dollars aux termes duquel, jusqu'en mars 2017, ses paiements mensuels d'intérêts à taux variable sont échangés contre des paiements d'intérêts au taux fixe de 1,835 %. Les modifications apportées à la facilité de crédit n'ont pas eu d'incidence sur les contrats de swap de taux d'intérêt.

Obligations contractuelles et passifs éventuels

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2015, la Société n'avait aucune obligation contractuelle importante autre que celles décrites à la rubrique *Obligations contractuelles* du rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société.

Engagements

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, la Société a conclu de nouveaux contrats ou modifié des contrats de location simple non résiliables relatifs à des bureaux à New York et à Los Angeles. Les paiements de location futurs estimés pour les nouveaux contrats de location totalisent 55,5 millions de dollars pour la durée des contrats. Les nouveaux contrats ou les contrats modifiés de location simple non résiliables viennent à échéance en 2026.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société fait l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2015, Fiera Capital n'avait conclu aucun arrangement hors bilan, que ce soit en lien avec une garantie, un dérivé (hormis le swap de taux d'intérêt variable-fixe mentionné plus haut) ou des entités à détenteurs de droits variables. La Société ne s'attend pas pour l'heure à conclure de telles ententes.

Capital social

Au 30 septembre 2015, la Société détenait 49 500 575 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 899 018 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 69 399 593 actions en circulation, contre 47 927 183 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 20 039 750 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 67 966 933 actions en circulation au 30 septembre 2014.

Paiements fondés sur des actions

Régime d'options sur actions

Le tableau ci-après présente les transactions ayant eu lieu au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015 dans le cadre des régimes d'options sur actions de la Société.

Tableau 14 – Transactions sur options

	30 SEPTEMBRE 2015	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
En circulation au 31 décembre 2014	3 346 037	9,32
Attributions	25 000	13,83
Exercices	(216 923)	6,12
Renonciations	(164 639)	12,80
En circulation au 30 septembre 2015	2 989 475	9,40
Options exerçables au 30 septembre 2015	1 182 648	6,96

Des charges au titre du régime d'options sur actions de 0,3 million de dollars et de 0,8 million de dollars ont été inscrites respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 (0,3 million de dollars et 0,9 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, respectivement).

Régime d'unités d'actions liées au rendement (« UALR »)

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Le 3 septembre 2013, la Société a adopté un régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») dont l'objectif est d'inciter des candidats à devenir employés de la Société ou de fidéliser des employés ou des dirigeants clés de la Société en leur permettant de prendre part à la croissance et au développement de la Société et de l'unité d'exploitation à laquelle ils contribuent directement. Aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation, la Société peut attribuer des UALR à une valeur calculée en fonction de la valeur d'une unité d'exploitation précise plutôt qu'en fonction du cours des actions de catégorie A de la Société.

Au moment de l'attribution de toute UALR, la Société établit i) la valeur d'attribution, ii) le nombre d'UALR attribuées, iii) la valeur de chaque UALR attribuée, iv) la formule utilisée pour calculer la valeur de l'unité d'exploitation pertinente, v) les modalités d'acquisition des droits à l'UALR et vi) la ou les dates d'acquisition applicables. Les modalités de règlement des UALR dont les droits sont acquis sont déterminées au moment de chaque attribution d'UALR. Ces modalités peuvent comprendre le paiement soit de la totalité, soit d'une partie de la valeur des UALR dont les droits sont acquis au moyen d'actions de catégorie A ou de trésorerie. Le choix des modalités de règlement revient soit à la Société, soit au participant.

La charge de rémunération au titre des UALR est comptabilisée selon le mode linéaire sur la période d'acquisition des droits seulement lorsqu'il est probable que les cibles de rendement seront atteintes. L'atteinte des conditions liées au rendement et l'acquisition prévue des droits aux UALR sont réévaluées à la clôture de chaque période de présentation de l'information financière. Lorsqu'un participant entre en service avant la date d'une attribution, la Société comptabilise une charge de rémunération à compter de la date d'entrée en service jusqu'à la date d'attribution en fonction de la juste valeur estimée des UALR à la date d'attribution.

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation de la Société au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015.

Tableau 15 – Transactions sur les UALR

	30 SEPTEMBRE 2015	
	Nombre d'UALR en circulation	Valeur moyenne pondérée des UALR
En circulation au 31 décembre 2014	1 735 705	11,43
Attributions	268 256	12,52
Règlements	(234 583)	12,00
Renoncations	(60 000)	12,00
En circulation au 30 septembre 2015	1 709 378	11,51

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, la Société a attribué 258 940 UALR dont les droits deviendront acquis en tranches égales au cours des quatre ou cinq prochains exercices ainsi que 9 316 UALR dont les droits deviendront acquis en bloc le 31 décembre 2018. La formule utilisée pour calculer la valeur des UALR au moment de l'acquisition de leurs droits repose sur un multiple des produits applicables à l'unité d'exploitation, alors que la formule utilisée pour calculer le respect de la condition liée au rendement repose sur une cible de croissance des produits. Les UALR attribuées devraient être réglées en titres de capitaux propres.

La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des UALR attribuées s'élève à 9,71 \$ par action. La juste valeur des UALR attribuées a été déterminée à l'attribution au moyen d'un modèle des flux de trésorerie actualisés, lequel évalue les UALR sous-jacentes en utilisant différentes projections à long terme, tel que le taux anticipé de croissance des produits, le taux de rétention des clients, et le taux d'actualisation. Pour ce qui est des attributions effectuées au cours de la période, la Société estime actuellement qu'il est probable que seuls les droits rattachés aux deux premiers exercices deviendront acquis. Une charge de rémunération est comptabilisée uniquement lorsqu'il est probable que les cibles de rendement seront atteintes.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, 234 583 UALR ont été acquises et réglées. La Société a réglé les UALR acquises au moyen d'un paiement de 3,5 millions de dollars en trésorerie au lieu d'une émission d'actions de catégorie A. La Société a traité la transaction comme un rachat de titres de capitaux propres et a comptabilisé une diminution d'un montant de 3,5 millions de dollars au surplus d'apport. Le règlement en trésorerie de ces UALR découlait de circonstances uniques. La Société prévoit toujours effectuer le règlement des tranches restantes par l'émission d'actions.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015, une charge de 1,2 million de dollars et de 3,8 millions de dollars, respectivement, a été comptabilisée au titre du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (1,1 million de dollars et 2,6 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014). Pour ce qui est du trimestre clos le 30 septembre 2015, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant, respectivement, de 1,2 million de dollars et de néant (1,1 million de dollars et néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2014). Pour ce qui est de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, cette charge est imputable aux attributions réglées en titres de capitaux propres et aux attributions réglées en trésorerie pour un montant, respectivement, de 3,9 millions de dollars et de (0,043 million de dollars) (2,6 millions de dollars et néant pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014).

Régime d'UALR

Le 23 mai 2013, la Société a adopté un régime d'UALR (le « régime d'UALR ») dont l'objectif est de fidéliser des employés ou des dirigeants clés en leur permettant de prendre part à la croissance et au développement de la Société. Aux termes du régime d'UALR, la Société peut attribuer des UALR en fonction de la valeur des actions de catégorie A de la Société à la date d'attribution.

Les droits aux UALR attribuées aux participants sont acquis à la date du troisième anniversaire de l'attribution ou selon ce qu'a décidé le conseil d'administration au moment de l'attribution, à la condition que les participants au régime d'UALR aient rempli les conditions de rendement déterminées au moment de l'attribution. Ces conditions de rendement sont exprimées sous forme d'objectifs de rendement qui peuvent être établis à des niveaux globaux différents : du niveau individuel jusqu'au niveau de la Société. Les participants au régime d'UALR ont le droit de recevoir en trésorerie jusqu'à 50 % des UALR dont les droits sont acquis. Des équivalents de dividendes sous la forme d'UALR additionnelles seront crédités au compte du participant au régime d'UALR chaque date de versement d'un dividende, le cas échéant, lorsque des dividendes sont versés sur les actions de catégorie A.

Une charge de 0,3 million de dollars et de 0,8 million de dollars respectivement a été comptabilisée relativement à ce régime d'UALR pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015 (0,04 million de dollars et 0,05 million de dollars respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014).

Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

La Société a comptabilisé des charges de 0,6 million de dollars et de 1,7 million de dollars au titre du régime d'UAR pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015, respectivement (0,5 million de dollars et 1,2 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2014, respectivement). Au 30 septembre 2015, la Société avait un passif totalisant 4,0 millions de dollars relativement à ce régime (2,2 millions de dollars au 31 décembre 2014). Au 30 septembre 2015 et au 31 décembre 2014, il y avait 680 503 et 540 508 UAR en circulation, respectivement. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2015, 120 133 UAR ont été attribuées et 19 862 UAR ont été réinvesties plutôt que de donner lieu à un versement de dividendes.

Transactions avec des parties liées

La Société a effectué les transactions importantes suivantes avec des actionnaires et des sociétés qui leur sont liées :

Tableau 16 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2015	LE 30 SEPTEMBRE 2014
Honoraires de gestion et de performance et autres revenus	36 235	33 637
Intérêts sur la dette à long terme	5 841	5 903

Ces transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales. Les sommes à payer aux termes de la facilité de crédit de la Société présentées sous la rubrique « Dette à long terme » sont des montants dus à un consortium de prêteurs qui comprennent deux parties liées à la Société. Au cours du troisième trimestre de 2015, la Société a versé 1,0 million de dollars au consortium de prêteurs pour différents frais afférents aux transactions liées à la modification de la facilité de crédit. Le passif au titre des instruments financiers dérivés doit être payé à une société liée.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le président du conseil et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef de la direction financière, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital repose sur les critères publiés dans le rapport *Control-Integrated Framework* (cadre COSO de 2013) publié par le *Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission* (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF au 30 septembre 2015 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours du trimestre clos le 30 septembre 2015.

INSTRUMENTS FINANCIERS

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers qu'elle utilise, aux risques suivants : risque de marché, risque lié aux fluctuations des cours boursiers, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. Une analyse des risques et de la gestion de ces risques est présentée à la rubrique *Instruments financiers* du rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société. La Société n'a relevé aucun changement important aux facteurs de risque touchant ses activités ni à la gestion de ces risques.

GESTION DU CAPITAL

Le capital de la Société se compose du capital social, y compris les actions devant être émises progressivement, (du déficit) des résultats non distribués et de la dette à long terme, y compris la partie courante de cette dernière, déduction faite de la trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives relatives à la dette.

Afin de maintenir sa structure du capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, contracter une dette supplémentaire, rembourser des titres d'emprunt, et acquérir ou céder des actifs pour accroître sa performance et sa marge de manœuvre financières.

Pour se conformer aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société doit conserver au moins 100 000 \$ en capital, tel qu'il est défini dans le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites*.

Au 30 septembre 2015, la Société se conformait à l'ensemble des exigences réglementaires et dispenses liées à sa dette.

JUGEMENTS COMPTABLES SIGNIFICATIFS ET INCERTITUDES RELATIVES AUX ESTIMATIONS

Le présent rapport de gestion intermédiaire renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2015. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes. Les méthodes comptables pour lesquelles la direction doit poser de pareils jugements et estimations sont décrites sous la rubrique *Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations* du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

NOUVELLES MÉTHODES COMPTABLES

Adoption de nouvelles IFRS

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. Leur adoption n'a pas eu d'incidence sur les montants présentés et les informations fournies dans les présents états financiers; elle pourrait toutefois influencer sur la comptabilisation des transactions et des arrangements futurs ainsi que sur la présentation d'informations financières dans les états financiers annuels 2015 de la Société.

Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2010-2012 et 2011-2013)

En décembre 2013, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2010-2012 et 2011-2013, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de neuf normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications permettant de clarifier des éléments, comme la définition de « condition d'acquisition de droits » de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, les informations à fournir en ce qui a trait à un regroupement de secteurs opérationnels conformément à l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, l'évaluation des créances et des dettes à court terme selon l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, la définition de « partie liée » de l'IAS 24, *Information relative aux parties liées*, ainsi que d'autres modifications. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

IFRS publiées mais non encore adoptées

La Société n'a pas appliqué les IFRS nouvelles et révisées suivantes, qui sont publiées, mais qui n'ont pas encore été adoptées :

IFRS 9, Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a finalisé l'IFRS 9, combinant les étapes portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture du projet de l'IASB. L'IFRS 9 établit un modèle unique devant servir au classement et à l'évaluation des actifs financiers en fonction à la fois des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels et du modèle économique qui consiste à détenir des actifs financiers. De plus, l'IFRS 9 prescrit un nouveau modèle de dépréciation applicable aux actifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Cette version intègre un nouveau modèle de dépréciation des pertes attendues et apporte des modifications de portée restreinte au classement et à l'évaluation des actifs et passifs financiers. L'IFRS 9 remplace l'IAS 39, *Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation*, et doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Cette norme doit être appliquée de manière rétrospective et l'adoption anticipée est permise.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. Cette nouvelle norme établit un cadre de référence général pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, à l'exception des contrats inclus dans le champ d'application des normes qui portent sur les contrats de location, les contrats d'assurance et les instruments financiers. En juillet 2015, l'IASB a confirmé sa décision de reporter de un an la date d'entrée en vigueur de l'IFRS 15. L'application de l'IFRS 15 est actuellement obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. L'application anticipée est permise.

Modifications de l'IFRS 11, Partenariats

En mai 2014, l'IASB a publié une modification à cette norme qui stipule que la comptabilisation s'appliquant aux regroupements d'entreprises doit être utilisée pour comptabiliser l'acquisition de participations dans une entreprise commune qui constitue une entreprise. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

Modifications de l'IAS 38, Immobilisations incorporelles, et de l'IAS 16, Immobilisations corporelles

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à introduire une présomption réfutable selon laquelle les méthodes d'amortissement basées sur les produits en ce qui a trait aux immobilisations incorporelles sont inappropriées. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

Modifications de l'IFRS 10, États financiers consolidés et de l'IAS 28, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises

En septembre 2014, l'IASB a publié des modifications à ces normes visant à clarifier le traitement de la vente ou de l'apport des actifs d'un investisseur à ses entreprises associées ou coentreprises. L'ampleur des profits et des pertes découlant de la vente ou de l'apport des actifs repose sur le fait que l'actif vendu ou ayant fait l'objet d'un apport est une entreprise ou non. En août 2015, l'IASB a publié un exposé-sondage qui propose de reporter pour une durée indéterminée la date d'entrée en vigueur de ces modifications. Actuellement, l'application des modifications de l'IFRS 10 et de l'IAS 28 est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016 et les modifications s'appliquent de manière prospective. L'application anticipée est permise.

Améliorations annuelles des IFRS (cycles 2012-2014)

En septembre 2014, l'IASB a publié les améliorations annuelles issues des cycles 2012-2014, lesquelles comprennent des modifications de portée limitée apportées à un ensemble de quatre normes. Les modifications qui pourraient s'appliquer à la Société comprennent des modifications afin de fournir : 1) des indications précises dans les cas où une entité reclasse un actif détenu en vue de la vente comme actif détenu en vue de la distribution, et vice-versa, de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, 2) des indications supplémentaires concernant la conservation d'un lien ou non lorsqu'un mandat de gestion vise un actif transféré et des clarifications concernant les informations à fournir sur la compensation dans les états financiers intermédiaires résumés de l'IFRS 7, *Instruments financiers : informations à fournir*, 3) une clarification à l'effet que des obligations de qualité supérieure utilisées pour l'estimation du taux d'actualisation des avantages postérieurs à l'emploi doivent être libellées dans la même monnaie que celle utilisée pour les prestations versées conformément à l'IAS 9, *Avantages du personnel*, 4) une clarification de l'expression « ailleurs dans le rapport intermédiaire » de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. La plupart des modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2016 et l'application anticipée est permise.

Modifications apportées à l'IAS 1, Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications à cette norme qui visent à améliorer la présentation et les informations à fournir en présentation de l'information financière. Ces modifications de portée limitée sont axées sur l'importance relative et comportent des précisions sur les postes devant être présentés dans les états financiers. Les modifications s'appliquent de manière prospective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée est permise.

La Société est toujours en voie d'évaluer l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Le BAIIA ajusté correspond à la différence entre, d'une part, le total des produits et, d'autre part, le total des frais de vente et charges générales et administratives (à l'exclusion de la rémunération hors trésorerie) et des frais des gestionnaires externes.

Le résultat net ajusté correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt, les frais d'acquisition et coûts de restructuration et autres coûts d'intégration après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Le résultat en trésorerie correspond à la somme des éléments suivants : le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, les éléments hors trésorerie, dont la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés, la dépréciation d'actifs non financiers après impôt et les éléments de rémunération hors trésorerie.

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer notre capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement. Les mesures non conformes aux IFRS, comme leur nom l'indique, ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Bien que nous considérions les éléments exclus du calcul des mesures non conformes aux IFRS comme des éléments non récurrents et moins pertinents aux fins de l'évaluation de notre performance, certains de ces éléments pourraient se reproduire et ainsi réduire notre trésorerie disponible. À notre avis, la présentation des mesures non conformes aux IFRS décrites précédemment est ici indiquée. Cependant, comme ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires. En outre, comme il est possible que d'autres entreprises calculent des mesures non conformes aux IFRS différemment, ces mesures ne peuvent donc pas nécessairement être comparées avec des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent se répercuter sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2014 de la Société, sous la rubrique *Risques liés aux activités*. La Société n'a pas observé de changements importants dans ces facteurs de risque qui pourraient se répercuter sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissé vierge intentionnellement.

Cette page a été laissé vierge intentionnellement.

